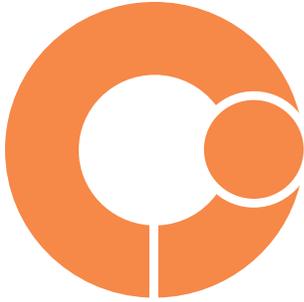




# LA TROUSSE DE COMMUNICATION



Avril 2017 Version 1.0



## **Le Conseil canadien pour la coopération internationale**

Le Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI) est la coalition nationale d'organisations de la société civile (OSC) canadienne œuvrant à l'échelle internationale pour un développement humain viable. Nos membres représentent une gamme diversifiée d'OSC œuvrant pour le développement international et l'aide humanitaire, notamment des organismes confessionnels et laïques, des syndicats, des coopératives et des associations professionnelles. Le CCCI cherche à mettre fin à la pauvreté dans le monde et à promouvoir la justice sociale et la dignité humaine pour tous.

La présente trousse a été préparée par le groupe de travail sur les communications du CCCI, avec la contribution de consultants externes. Nous les remercions de tout cœur du temps et de l'énergie qu'ils y ont consacrés!

Cette publication a été produite grâce à l'appui financier du Partenariat de la société civile pour l'efficacité du développement, ainsi que les organisations qui financent le CCCI et nos membres.



# VOUS TROUVEREZ DANS CETTE TROUSSE :



**DES MESSAGES CLÉS**

---



**DES TRUCS ET ASTUCES POUR LES MÉDIAS ET LES  
CAMPAGNES**

---



**DES FAITS ET CHIFFRES**

---



**DES FICHES D'INFORMATION ET DES Q & R  
CONNEXES**

---



**DES EXEMPLES DE CHANGEMENTS ET DE  
RÉSULTATS**

---



**UN GABARIT POUR LA RÉDACTION D'HISTOIRES  
DE SUCCÈS**

---

CES OUTILS SONT CONÇUS POUR DIFFUSER LE DISCOURS DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT. UTILISEZ-LES, BONIFIEZ-LES, PERSONNALISEZ-LES. LA TROUSSE ÉTANT ÉVOLUTIVE, N'HÉSITEZ PAS À NOUS FAIRE PART DE VOS COMMENTAIRES EN ÉCRIVANT À : [COMMUNICATIONS@CCIC.CA](mailto:COMMUNICATIONS@CCIC.CA).



Photo: Crossroads International

## LE DÉVELOPPEMENT, CA MARCHE!

Améliorer le sort des plus pauvres et des plus vulnérables de ce monde, c'est important. Et le faire en défendant et en respectant les droits des femmes et les droits de la personne, en promouvant la justice sociale et en protégeant notre planète, c'est tout aussi fondamental.

Nous vivons dans un monde où trop de gens ne peuvent toujours pas répondre à leurs besoins fondamentaux et vivre une vie saine, et où les droits des femmes ne sont pas suffisamment défendus et respectés. Où, chaque jour, des milliers d'enfants meurent de maladies évitables avant leur cinquième anniversaire, et où les plus démunis de la planète, ceux qui sont les moins responsables des changements climatiques, sont pourtant les plus durement touchés par leurs répercussions.

Des progrès ont toutefois été accomplis, en partie grâce à la coopération internationale. Ces 20 dernières années, l'extrême pauvreté a été réduite de moitié. La faim dans le monde se résorbe et la scolarisation des filles est en hausse. Tout ça a été rendu possible par la solidarité et la collaboration avec les organisations et les communautés des pays en développement : en travaillant avec ceux qui

savent le mieux comment combattre la pauvreté et les inégalités qui les touchent.

Mais on peut – et on doit – en faire plus. Adoptés en septembre 2015, les objectifs mondiaux, aussi appelés [objectifs de développement durable \(ODD\)](#), visent à éradiquer la pauvreté et les inégalités dans le monde d'ici 2030. Les ODD sont universels : ils s'appliquent autant aux pays développés qu'à ceux en développement, et le Canada n'y fait pas exception. Tous les États membres des Nations unies doivent contribuer à la lutte contre la pauvreté.

Mettre fin à la pauvreté et aux inégalités, c'est l'affaire de tous, et la coopération internationale a son rôle à jouer. Le développement, ça marche. Le développement, ça compte.





## POURQUOI CETTE TROUSSE?

Communiquer l'importance de la coopération internationale pour le développement nous permettra de rallier le soutien public et politique nécessaire pour vaincre la pauvreté une fois pour toutes.

Vu l'urgence des crises sociales, économiques et écologiques partout sur le globe, il faut redoubler d'efforts pour défendre les droits des femmes et de la personne, la justice sociale et l'environnement. L'une des façons d'y arriver, c'est en produisant et en faisant circuler des exemples de réussites.

La présente trousse a pour objectif d'aider le secteur du développement à communiquer avec la population canadienne, à gagner son appui et à la mobiliser, dans le but ultime de faire des Canadiens des citoyens du monde engagés et prêts à combattre la pauvreté et les inégalités.

Au cœur de cette trousse il y a un appel à l'action : pour la défense des droits des femmes et de la personne, la justice

sociale et la cause environnementale – des valeurs qui chapeautent le travail du CCCI et de ses membres. Cette boîte à outils se fonde sur des décennies d'engagement, d'expérience et de collaboration dans la lutte contre les causes profondes de la pauvreté et des inégalités. Nous avons espoir qu'en unissant nos voix et en mettant de l'avant un cadre et des messages communs, cet urgent appel à l'action sera entendu.

Ces outils ont été développés pour partager l'histoire de la coopération internationale. Utilisez-les, ajoutez des choses, et faites-les vôtres! La trousse étant évolutive, n'hésitez pas à nous faire part de vos commentaires en écrivant à : [communications@ccic.ca](mailto:communications@ccic.ca).



## POUR QUI CETTE TROUSSE?

Cette ressource en ligne a été conçue par et pour les communicateurs des organisations de développement international et d'aide humanitaire du Canada. Elle devrait également se prouver utile aux responsables des collectes de fonds et de l'engagement du public.

La trousse est évolutive : nous y ajouterons régulièrement des renseignements, des outils ainsi que des trucs et astuces.



## MESSAGES CLÉS

Les messages clés sont des messages approuvés à utiliser dans toutes les communications (destinées à la population, aux décideurs, aux journalistes, aux médias sociaux, etc.) Courts, mémorables, accrocheurs et faciles à intégrer, ils présentent habituellement un enjeu, ses conséquences et sa solution.





Photo: Ivan Petrov, CCIC

## VERSION COURTE

### LE DÉVELOPPEMENT, ÇA MARCHE

- Nous vivons dans un monde où trop de gens en sont réduits à une pauvreté extrême.
- Des progrès ont toutefois été accomplis. Ces 20 dernières années, cette extrême pauvreté ainsi que la mortalité maternelle et infantile ont diminué de moitié. La faim dans le monde se résorbe, et la scolarisation des filles est en hausse.
- Il reste cependant beaucoup à faire. Il est temps d'agir pour éradiquer la pauvreté et les inégalités. Nos réussites prouvent que nos espoirs sont fondés, qu'il faut continuer notre combat et que le développement, ça marche.

### LA PAUVRETÉ NE TIENT PAS DU HASARD

- La pauvreté n'est pas une fatalité. Les gens vivant en situation de pauvreté sont bloqués par le manque de pouvoir, d'accès aux ressources et d'occasions d'améliorer leur sort ou de faire entendre leur voix.
- La pauvreté et les inégalités existent en raison de nos choix. Pour les combattre, il faut la volonté politique d'y mettre fin. Il faut une coopération internationale efficace, fondée sur des partenariats avec les individus et populations touchés, pour s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté et des inégalités et changer des vies pour le mieux.
- Une coopération internationale efficace favorise l'autonomie et la résilience tout en donnant une place centrale aux droits des femmes et de la personne, à la réduction de la pauvreté et à la viabilité de l'environnement au coeur du développement international.

### LES CANADIENS PEUVENT ET FONT CHANGER LES CHOSES

- Nous vivons dans un monde de plus en plus interconnecté et interdépendant, où de nombreuses crises se chevauchent. Nous sommes tous dans le même bateau.
- Les Canadiens, en tant que citoyens du monde engagés, peuvent contribuer à l'éradication de la pauvreté. Les aliments et produits que nous achetons, les organismes de bienfaisance que nous soutenons, les modifications aux politiques que nous réclamons : par nos gestes et nos choix personnels, nous pouvons militer en faveur de la coopération internationale, des droits de la personne et de la justice sociale.
- Pour créer la volonté politique de mettre fin à la pauvreté et aux inégalités, il faut que les gens de partout, Canadiens compris, collaborent. Ils pourront ainsi augmenter la résonance de leur message, établir une approche concertée et favoriser l'action collective pour le changement.

### LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE CHANGENT DES VIES POUR LE MIEUX

- Les organisations de la société civile (OSC) contribuent à un monde meilleur en s'attaquant à certains des défis mondiaux les plus pressants de notre époque : la pauvreté, les inégalités, les droits des femmes et de la personne, l'environnement, la paix et la démocratie.
- L'expérience et l'engagement des OSC canadiennes et de leurs partenaires des pays en développement apportent beaucoup à la lutte contre la pauvreté et à la défense des droits de la personne.
- Les OSC canadiennes œuvrent, avec des partenaires d'ici et d'ailleurs, à transformer la vie des gens qui luttent contre la pauvreté et le manque d'opportunités.





Photo: Ivan Petrov, CCIC

## VERSION LONGUE

Bien que les messages clés doivent être cohérents dans tout le secteur de la secteur du développement international, les mettre en contexte au moyen d'exemples précis ne les rend que plus efficaces. C'est dans les versions longues que voici que les membres du CCIC peuvent communiquer de l'information directement liée au travail qu'ils accomplissent. (Les exemples se trouvent à la dernière page sous chaque message clé)

### LE DÉVELOPPEMENT, ÇA MARCHÉ

**Il est temps d'agir pour éradiquer la pauvreté et les inégalités. Des progrès ont été accomplis dans la lutte contre ces fléaux. Il reste cependant beaucoup à faire. Nos réussites prouvent que nos espoirs sont fondés, qu'il faut continuer notre combat et que le développement, ça marche.**

- Nous notons plusieurs signes de progrès encourageants : l'extrême pauvreté a été réduite de moitié au cours des deux dernières décennies. La mortalité maternelle et infantile a presque reculé d'autant. La faim dans le monde est en déclin. La mortalité imputable au paludisme a chuté de 58 % à l'échelle mondiale. Et l'écart de scolarisation primaire entre les garçons et les filles rétrécit.
- Néanmoins, nous faisons face à une tragédie à grande échelle sur le plan des droits de la personne : en ce moment, 1,2 milliard de personnes vivent en situation d'extrême pauvreté. Les inégalités se creusent – les 62 individus les plus fortunés du monde possèdent autant de richesses que la moitié la plus pauvre de la

population. Les plus démunis de la planète sont en majorité des femmes et des filles. Beaucoup trop de gens se couchent chaque soir le ventre vide. Chaque jour, des milliers d'enfants de moins de cinq ans meurent de maladies évitables.

- Les gens vivant dans la pauvreté sont ceux qui contribuent le moins aux changements climatiques tout en étant les plus touchés par leurs effets. La menace climatique pèse sur le développement et pourrait annuler tous les gains que nous avons réalisés ces 40 dernières années. Combattre la pauvreté, c'est donc aider les populations les plus démunies et vulnérables à composer avec ces changements climatiques.
- Vu l'urgence des crises sociales, économiques et environnementales partout sur le globe, nous devons redoubler d'efforts pour défendre les droits des femmes et de la personne, la justice sociale et l'environnement. Tous les êtres humains ont le droit de vivre dans la dignité.
- Le Programme 2030 établit les cibles et objectifs à atteindre pour tous les pays, et chaque État membre des Nations unies doit aider à éradiquer la pauvreté et les inégalités. Cette lutte est l'affaire de tous. Le développement, ça compte. Le développement, ça marche.
- (Ajouter des exemples précis de votre travail en matière de santé, d'éducation, de sécurité alimentaire, d'égalité des sexes, etc.)



## LA PAUVRETÉ NE TIENT PAS DU HASARD

**Une coopération internationale efficace favorise l'autonomie et la résilience tout en donnant une place centrale aux droits des femmes et de la personne, à la réduction de la pauvreté et à la viabilité de l'environnement.**

- La pauvreté n'est pas le fruit du hasard. Les gens peinent à en sortir en raison d'un manque de pouvoir, d'accès aux ressources et d'occasions d'améliorer leur sort ou de faire entendre leur voix.
- Pour que la coopération internationale soit efficace, il faut travailler en partenariat afin de s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté et des inégalités.
- Il faut aussi travailler avec les individus et populations touchés en vue d'obtenir des résultats qui changeront leur vie.
- (Ajouter des exemples précis de collaborations avec vos partenaires.)

## LES CANADIENS PEUVENT ET FONT CHANGER LES CHOSES

**Nous vivons dans un monde de plus en plus interconnecté et interdépendant, où de nombreuses crises se chevauchent. Nous sommes tous dans le même bateau, et les Canadiens œuvrent à redresser la barre. Leurs efforts en tant que citoyens du monde engagés sont essentiels pour éradiquer la pauvreté et les inégalités au Canada et à l'étranger.**

- Des citoyens du monde informés et engagés font bouger les choses grâce à leurs actions et choix personnels. Ils renforcent le soutien à la coopération internationale, aux droits de la personne et à la justice sociale.
- Pour créer la volonté politique de changer les choses, la population, les organisations et les alliances doivent travailler ensemble partout sur la planète. Les citoyens du monde engagés s'impliquent – que ce soit à l'échelle locale, nationale ou internationale – afin d'augmenter la résonance de leur message, d'établir une approche concertée et de favoriser l'action collective pour le changement.
- Des citoyens du monde et des organisations de la société civile engagés sont essentiels à la construction de sociétés, de démocraties et d'économies dynamiques, inclusives et efficaces.

- (Ajouter des exemples précis de ce que font les Canadiens à l'échelle locale, nationale et internationale.)

## LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE CHANGENT DES VIES POUR LE MIEUX

**Les organisations de la société civile (OSC) canadiennes œuvrent, avec des partenaires d'ici et d'ailleurs, à transformer la vie de ceux qui vivent dans la pauvreté.**

- Les OSC ont une histoire éloquentes à raconter. Elles contribuent à un monde meilleur en s'attaquant à certains des défis mondiaux les plus pressants de notre époque : la pauvreté, les inégalités, les droits des femmes et de la personne, l'environnement, la paix et la démocratie dans le monde.
- L'expérience et l'engagement des OSC canadiennes et de leurs partenaires des pays en développement apportent beaucoup à la lutte contre la pauvreté et à la défense des droits de la personne.
- Les OSC de partout sont guidées par des principes communs pour l'efficacité du développement, aussi appelés « principes d'Istanbul » :
  - Droits de la personne et justice sociale;
  - Égalité des sexes et droits des femmes;
  - Autonomisation des populations, participation et appropriation démocratiques;
  - Viabilité environnementale;
  - Transparence et reddition de comptes;
  - Partenariats équitables et solidarité;
  - Partage des connaissances et enseignement mutuel;
  - Changement positif et durable.
- Les objectifs de développement durable (ODD) viennent encadrer nos actions en établissant des objectifs et des cibles d'éradication de la pauvreté et des inégalités. Ils expireront en 2030, et tous les gouvernements, celui du Canada compris, se doivent de les atteindre d'ici là. Les OSC s'assureront qu'ils y arrivent.



# FAIRE CIRCULER LE MESSAGE : TRUCS ET ASTUCES POUR LES MÉDIAS ET LES CAMPAGNES

Les messages clés du secteur de la coopération internationale étant rédigés et approuvés, il faut maintenant les diffuser.



# PENCHONS-NOUS D'ABORD SUR QUOI FAIRE ET NE PAS FAIRE

Voici quelques conseils pour vos communications sur la pauvreté et les inégalités dans le monde.

## QUOI FAIRE

- Commencez par écouter votre public cible : quels sont ses intérêts? De quoi discute-t-il?
- Apprenez à le connaître et personnalisez votre message
- Maîtrisez vos messages clés et utilisez-les efficacement
- Relatez des exemples de réussite, de progrès et de résultats concrets
- Répéter ces récits – il faut du temps aux gens pour vraiment les entendre et les assimiler
- Veillez à ce que vos messages soient clairs, concis et accrocheurs
- Établissez des liens entre les enjeux locaux et mondiaux pour mettre fin au clivage « nous »/« eux »
- Décrivez les partenaires comme des agents de changement efficaces dans leur milieu
- Présentez toujours vos partenaires avec dignité des partenaires et solidarité
- Cherchez la concertation et nouez le dialogue
- Exposez comment la société civile fait bouger les choses en s'attaquant aux causes profondes de la pauvreté et de l'injustice
- Utilisez des images, photos et vidéos engageantes et valorisantes

## QUOI NE PAS FAIRE

- Communiquer à grand renfort de jargon, de sigles et d'acronymes
- Assommer à coups de chiffres (plutôt qu'illustrer à l'aide de récits individuels)
- Inonder le public d'information – si celui-ci requiert davantage de renseignements, ils peuvent être fournis séparément
- Vous empêtrer dans vos connaissances et dans les petits détails. Tous ne sont pas experts en développement international
- Présumer que votre message a été entendu ou compris. Il faut du temps aux gens pour bien saisir les enjeux. La communication est un processus continu
- Dépeindre les partenaires par des propos ou des photos qui les présentent comme des victimes sans capacité d'action
- Rebuter le public avec des messages déprimants n'offrant aucune possibilité de poser des gestes concrets
- Renforcer l'éclairage négatif porté sur les enjeux
- Donner l'impression que la pauvreté est une fatalité (alors que c'est une question de pouvoir et d'injustice)

En plus de ces choses à faire et à ne pas faire, vous trouverez des lignes directrices judicieuses dans le [Code d'éthique](#) du CCCI. Ce code stipule que les images et le texte de toutes les communications à l'intention du public doivent :

- respecter la dignité des personnes décrites, leurs droits et leur mode de vie;
- être justes, équilibrés et authentiques, refléter la réalité et se garder de généraliser ou de dissimuler la diversité des situations;
- décrire les collectivités comme étant des agents actifs de leur processus de développement et ne pas alimenter les préjugés ni entretenir le sentiment d'un Nord supérieur;
- développer le sens de l'interconnectivité et de l'interdépendance.



## TESTER LE MESSAGE : PAR QUI COMMENCER ?

Commencez par tester votre message auprès des gens que vous connaissez : votre personnel, ainsi que des membres, sympathisants, bénévoles et partenaires triés sur le volet. Demandez-leur ce qu'ils en pensent. Soyez à l'écoute et tirez des leçons de cet exercice de communication initial.

### PERSONNALISER LE MESSAGE : CONNAÎTRE SON PUBLIC

Après avoir testé et peaufiné votre message, incitez vos membres à le diffuser. Présentez-leur notamment les messages clés, les fiches d'information et les choses à faire et à ne pas faire, puis demandez-leur de passer le mot aux gens et aux organisations qu'ils connaissent.

Mais tout en disséminant votre message, vous devez absolument l'adapter au contexte.

Il vous faut donc connaître votre public. Découvrez qui il est, et communiquez avec lui de manière personnalisée.

Posez-vous ces quatre questions :

- De quoi votre public discute-t-il?
- Qu'est-ce qu'il sait déjà?
- Qu'est-ce qu'il doit savoir?
- Que souhaitez-vous qu'il fasse?

**Exemple :** Qu'est-ce que vos donateurs ont besoin d'entendre? Que leur soutien compte pour beaucoup, qu'il permet de changer des vies. Que le développement, ça marche. Que la pauvreté n'est pas une fatalité et que leurs dons et gestes peuvent améliorer les choses.

Ce sont les messages clés vus plus tôt, mais présentés de façon à interpeller les donateurs et sympathisants.

Veillez également à adapter vos communications pour qu'elles reflètent le travail de votre organisation. Par exemple, si vous menez une grande campagne sur la sécurité alimentaire et l'agriculture, il faut le souligner.

Pour récapituler :

- Échangez avec vos membres et sympathisants
- Écoutez leurs commentaires et apportez les changements nécessaires
- Personnalisez vos communications en fonction de votre organisation et de votre public
- Incitez les autres à faire passer le mot
- Propagez votre message

### DIFFUSER LES MESSAGES

Vos messages ayant été testés, validés et personnalisés, reste maintenant à les diffuser le plus largement possible.



# SE SERVIR DES MÉDIAS SOCIAUX

Vous pouvez rejoindre un vaste public grâce aux médias sociaux, ceux-ci vous permettant de diffuser vos messages clés, graphiques, photos, citations et liens vers vos exemples de réussite.



## UTILISER TWITTER

- Ayez une approche visuelle
- Demandez à vos sympathisants de diffuser vos gazouillis
- Publiez (un par un) vos messages clés, faits et statistiques et questions et réponses, en les illustrant chaque fois d'une image forte
- Créez des mots-clés
- Publiez des photos
- Partagez des liens vers des reportages
- Partagez des liens vers des exemples de réussite
- Partagez des liens vers des organismes partenaires et autres
- Gazouillez régulièrement!

### Exemples de gazouillis

#### Messages clés

**Chute de moitié de l'extrême pauvreté**, scolarité accrue des filles, recul de la faim : le développement, ça marche. #Objectifsmondiaux

**La pauvreté est due au manque de pouvoir**, d'accès aux ressources, d'occasions de s'en sortir ou de se faire entendre. #Objectifsmondiaux

**Les Canadiens peuvent et font avancer** l'#autonomisationdesfemmes, les #droitsdelapersonne et la lutte contre la pauvreté et les inégalités.

**Les organisations de la société civile changent des vies et le monde** : #pauvreté, #droitsdelapersonne, #changementsclimatiques, #paix.

#### Personnaliser et étoffer les gazouillis

Ne vous contentez pas de publier les messages clés : mettez en lumière les particularités de votre travail.

**Exemple** : Si vous œuvrez dans la lutte aux changements climatiques, vous pourriez ajouter :

Les **#changementsclimatiques** répandent la faim et la pauvreté, et ils frappent d'abord et plus durement les plus démunis de ce monde.

Finançons la lutte aux **#changementsclimatiques** pour aider les pauvres à contrer les températures extrêmes et l'insécurité alimentaire!

L'injustice des **#changementsclimatiques** : ceux qui y contribuent le moins sont les plus durement touchés.



## UTILISER FACEBOOK

Ayez une approche visuelle : recourez à des photos et graphiques. Publiez régulièrement.

Exemple de publication Facebook :

Le développement, ça marche. Et les Canadiens peuvent – et font – changer les choses. Vous aussi pouvez participer à la lutte contre la pauvreté, les inégalités et les changements climatiques. Découvrez les nouveaux objectifs de développement durable! #Objectifsmondiaux.

(Illustrer d'une photo ou d'un des graphiques sur les objectifs mondiaux.)

**Utiliser des vidéos** Les vidéos peuvent être partagées sur Facebook, Twitter, etc. Elles doivent être courtes et de bonne qualité. Il est assez simple de convertir vos graphiques en vidéos, puis de les verser sur YouTube.

**Utiliser des infographies** Vos messages clés peuvent être communiqués sous une forme visuelle toute simple : l'infographie. Ils peuvent ensuite être diffusés sous cette forme dans les médias sociaux ou sur un site Web, présentés aux journalistes ou adaptés pour utilisation dans un dépliant ou à un kiosque d'information.



## SE SERVIR DES MÉDIAS TRADITIONNELS

Cibler les médias traditionnels est une excellente façon de faire entendre votre message. Par leur entremise, vous pourrez élargir votre public et inciter les décideurs à passer à l'action.

**Savoir quoi dire, et à qui :** La première règle d'or pour traiter avec les médias, c'est de savoir ce que vous voulez dire. Les messages clés dans cette trousse de communication vous aideront à exprimer de façon claire et cohérente pourquoi le développement, ça compte.

La seconde, c'est de connaître votre public. Qui cherchez-vous à interpeller par l'entremise des journalistes? Les décideurs, la population en général, les donateurs? C'est en sachant à qui vous vous adressez que vous pourrez adapter vos messages pour qu'ils aient le plus d'effet.

**Être proactif** Soyez à l'affût des « points d'ancrage », soit les événements d'actualité auxquels vous pouvez rattacher votre message.

**Exemple :** Le budget fédéral ne se résume pas au poste du financement pour la coopération internationale pour le développement : ce poste représente le travail essentiel qui peut être accompli par les organisations de la société civile au Canada et à l'étranger. Appelez les journalistes pour les aviser de vos réussites. Faites-leur savoir vos attentes et montrez-leur pourquoi le développement, ça compte.

**Écrire des articles d'opinion :** Ces articles vous permettent de communiquer directement avec votre public, mais pour être publiés, ils doivent être rédigés avec art et exprimer clairement vos convictions. Les fiches d'information de cette trousse sont un bon point de départ.

**Monter un cahier de presse :** Vous trouverez dans la présente trousse des documents prêts à être utilisés par les médias (journalistes, chroniqueurs, producteurs, etc.).

À insérer dans le cahier de presse :

- **FAQ** – une présentation des réponses aux questions récurrentes.
- **Faits et chiffres** – des faits intéressants, sous forme concise et digeste.
- **Notes documentaires** – de la documentation qui vient étayer les messages clés.

**Faire une veille médiatique :** Suivez les journalistes sur Twitter. Diffusez les liens vers les histoires de succès. Écrivez des lettres ouvertes, etc.

**Se servir des messages clés :** Recourez aux messages qui ont été approuvés et répétez-les, en les reformulant, dans toutes vos communications avec les journalistes, vos réunions avec les comités de rédaction, vos articles d'opinion, vos entrevues, etc.

**Exemple :** Revenons au budget fédéral. Il est facile d'intégrer les messages clés dans un article d'opinion ou une lettre ouverte réclamant du gouvernement canadien qu'il respecte son engagement à atteindre les ODD nationaux et internationaux ainsi qu'à agir comme une force constructive dans le monde. Votre lettre ou article pourrait mentionner que la pauvreté n'est pas une fatalité; que le développement bien géré est efficace; et qu'augmenter le budget de la coopération internationale signifie que les Canadiens pourront changer encore plus de vies.





## FAIRE CAMPAGNE POUR LE CHANGEMENT

Les campagnes servent à mobiliser l'opinion publique et à influencer les orientations politiques.

Les messages clés étant courts, accrocheurs, mémorables et faciles à personnaliser, les membres du CCCI peuvent les adapter pour les utiliser dans leurs campagnes et auprès de leurs propres membres. Le secteur entier en ressortira gagnant si nous nous accordons sur des messages universels et les répétons, comme un leitmotiv, auprès d'un public toujours plus nombreux.

Voici donc des astuces pour intégrer le message – « le développement, ça compte » – dans vos campagnes actuelles et futures.

**Exemple :** Une campagne exhortant le Canada à aider les pays en développement à s'adapter aux changements climatiques peut souligner que par leurs choix et leurs actions, les Canadiens peuvent soit amplifier ces changements ou en réduire l'impact. Elle peut aussi insister sur le fait que les communautés pauvres, celles qui contribuent le moins aux changements climatiques, sont celles qui souffrent le plus de leurs conséquences, et redire

que le travail qu'accomplissent ensemble les membres du CCCI et leurs partenaires des pays en développement change des vies.

Ce sont encore nos messages clés, mais adaptés au contexte des changements climatiques.

### SE SERVIR DES OUTILS

Voilà, vous faites passer le message, et les gens qui l'entendent voudront peut-être en savoir plus. Vous pouvez recourir aux outils ci-dessous dans vos interactions avec les journalistes, les décideurs, vos sympathisants ou les curieux en général. Ils peuvent notamment être adaptés pour utilisation dans un commentaire, dans les courriels à vos sympathisants ou sur votre site Web, Facebook ou Twitter. Utilisez-les pour contextualiser vos messages clés, en préciser les enjeux et leur donner une dimension humaine. N'hésitez pas à ajouter des outils reflétant le travail de votre organisation.

# OUTILS À UTILISER

## FAITS ET CHIFFRES

[LE DÉVELOPPEMENT, ÇA MARCHE](#)

[LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE CHANGENT DES VIES](#)

[LES DROITS DES FEMMES ET L'ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES](#)

## FICHES D'INFORMATION

[LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE CHANGENT DES VIES](#)

[LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE, LA REDDITION DE COMPTES ET LA TRANSPARENCE](#)

[LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LE PLAIDOYER](#)

[RÈGLES ENTOURANT LE PLAIDOYER ET LES ACTIVITÉS POLITIQUES POUR LES ORGANISMES DE BIENFAISANCE CANADIENS](#)

[LES DROITS DES FEMMES ET L'ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES](#)

[LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL ET L'AIDE HUMANITAIRE](#)

## QUESTIONS ET RÉPONSES

[LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE CHANGENT DES VIES](#)

[LE PLAIDOYER ET LES ACTIVITÉS POLITIQUES](#)

[LES DROITS DES FEMMES ET L'ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES](#)

[LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL ET L'AIDE HUMANITAIRE](#)



# FAITS ET CHIFFRES



## LE DÉVELOPPEMENT, ÇA MARCHE

Des progrès ont été accomplis dans la lutte contre la pauvreté. Nos réussites prouvent que nos espoirs sont fondés, qu'il faut continuer notre combat et que le développement, ça marche.

---

L'extrême pauvreté a été **réduite de moitié** au cours des deux dernières décennies.

---

La mortalité maternelle et infantile a presque diminué de **50 %**.

---

Le taux de mortalité infantile a baissé quasiment de moitié de 1990 à 2012 : **les décès d'enfants ont chuté de 6 millions**.

---

La **faim dans le monde** est en **déclin**.

---

L'écart de scolarisation primaire entre les garçons et les filles est en train de **rétrécir dans toutes les régions en développement**.

---

Depuis 1990, le pourcentage de travailleuses rémunérées hors du secteur agricole est **passé de 35 % à 41 %**.

---

La proportion des accouchements avec personnel soignant qualifié est **passée de 59 % en 1990 à 79 % en 2014**.

---

Globalement, l'aide publique au développement a **augmenté de 66 % entre 2000 et 2014**.

---

Mais il reste encore beaucoup à faire pour éradiquer la pauvreté et les inégalités.

---

En ce moment, **1,2 milliard de personnes** vivent dans une extrême pauvreté.

---

**Les inégalités se creusent** : les 62 individus les plus fortunés du monde possèdent autant de richesses que la moitié la plus pauvre de la population.

---

Les plus démunis de la **planète sont en majorité des femmes et des filles**.

---

Plus de **800 millions de personnes se couchent chaque soir le ventre vide**.

---

**Les plus pauvres sont le plus durement touchés par les changements climatiques**.

---

### RENSEIGNEMENTS

[Fiche d'information : Les organisations de la société changent des vies pour le mieux](#)

[FAQ : Les organisations de la société civile changent des vies pour le mieux](#)

[Faits et chiffres : Les organisations de la société civile changent des vies pour le mieux](#)



# LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE CHANGENT DES VIES POUR LE MIEUX

## TAILLE ET PORTÉE

Le Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI) rassemble plus de **80 organisations canadiennes** œuvrant au Canada et dans les pays en développement pour répondre aux enjeux de la coopération internationale.

D'après une étude menée en 2013 pour le compte du CCCI, **1 357 organismes de bienfaisance ont déclaré en 2011 que la coopération internationale pour le développement était leur objectif prioritaire**, et 1 004 autres, un de leurs objectifs secondaires.

**Les organismes de la société civile canadienne (OSC) sont fort hétérogènes**; ce sont des entités de toutes tailles, actives partout au pays.

La majorité des OSC du secteur de la coopération internationale pour le développement sont des organismes de bienfaisance enregistrés, **mais certaines ne le sont pas**.

## RECETTES

En 2011, les OSC ont généré des recettes d'au moins **3,9 milliards de dollars**.

## EMPLOIS

En 2011, les organismes d'aide et de développement ont employé **14 429 personnes à temps plein et 31 991 à temps partiel**.

## LA CONTRIBUTION DU CANADA À L'AIDE À LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

Depuis près de 50 ans, les membres de la communauté internationale réaffirment sans cesse leur engagement à allouer **0,7 % de leur revenu national brut (RNB)** à l'aide au développement international. Or, le **Canada n'a toujours pas présenté de plan détaillant** comment il compte atteindre cet objectif.

**Le pourcentage du RNB canadien dévolu à l'aide est passé de 0,32 % en 2012 à 0,24 % en 2014**. D'après des données récentes de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), ce pourcentage a ensuite remonté légèrement en 2015 pour atteindre 0,28 %.

**Le Canada se situe en queue de peloton** sur le plan de l'aide au développement international.

## RENSEIGNEMENTS

[Fiche d'information : Les organisations de la société changent des vies pour le mieux](#)

[Fiche d'information : Les organisations de la société civile, la reddition de comptes et la transparence](#)

[FAQ : Les organisations de la société civile changent des vies pour le mieux](#)

[Faits et chiffres : Le développement, ça marche](#)



## LES DROITS DES FEMMES ET L'ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES

Les deux tiers des **781 millions** d'analphabètes dans le monde sont des femmes.

---

**Moins de 20 %** des propriétaires fonciers dans le monde sont des femmes. Les femmes représentent moins de 5 % de tous les propriétaires fonciers agricoles d'Afrique du Nord et d'Asie de l'Ouest, tandis qu'en Afrique subsaharienne, elles comptent pour 15 % en moyenne.

---

En janvier 2014, 46 pays pouvaient se vanter d'avoir au moins une chambre de leur parlement composée de plus de **30 % de membres féminins**. En outre, plus de femmes détiennent maintenant quelques-uns des portefeuilles ministériels dits « lourds », comme la défense, les affaires étrangères et l'environnement.

---

Les **femmes comptent pour près des deux tiers** des 1,2 milliard de personnes vivant en ce moment dans une extrême pauvreté.

---

On **estime qu'une femme sur trois** sera victime de violence physique ou sexuelle.

---

Les recherches indiquent que lorsque les femmes se voient confier une plus grande part des revenus, **la nutrition infantile, la santé et l'éducation s'améliorent**.

---

Les femmes et les enfants sont **14 fois plus à risque** que les hommes de perdre la vie durant une catastrophe.

---

La **violence familiale** est la principale cause de blessure, de mauvaise santé, de handicap et de décès pour les femmes partout dans le monde.

---

Les **femmes effectuent les deux tiers de toutes les heures travaillées**, mais ne se partagent qu'un dixième des revenus mondiaux.

---

Chaque jour, environ **800 femmes** meurent de causes évitables liées à la grossesse et à l'accouchement.

---

Les décès maternels ont lieu à **99 %** dans des pays en développement.

---

Les **femmes ayant un accès limité aux services de santé sexuelle et génésique** sont plus vulnérables aux maladies transmissibles sexuellement, notamment le VIH/sida, et à la mortalité maternelle.

---

Si les agricultrices bénéficiaient du même accès aux terres et ressources que les hommes, elles pourraient accroître le rendement de leurs **exploitations agricoles de 20 % à 30 %**, ce qui permettrait de nourrir 150 millions de bouches de plus dans les pays en développement.

---

La situation des femmes s'améliore sur le marché du travail, mais l'écart entre les sexes est encore bien présent.

---



Photo: Ivan Petrov, CCIC



# FICHES D'INFORMATION





## LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE CHANGENT DES VIES POUR LE MIEUX

Partout dans le monde, les organisations de la société civile (OSC) sont une composante essentielle et dynamique de la société, de l'économie et de la vie démocratique.

Les OSC du secteur de la coopération internationale contribuent à un monde meilleur en s'attaquant à certains des défis mondiaux les plus pressants de notre époque : la pauvreté, les inégalités, les droits de la personne, l'environnement, la paix et la démocratie.

Les organisations de la société civile changent des vies pour le mieux.

### ELLES JOUENT UN RÔLE UNIQUE

Les OSC canadiennes du secteur de la coopération internationale jouent un rôle unique. Elles collaborent avec des partenaires variés au Canada et à l'étranger afin de promouvoir les droits des femmes, les droits de la personne, la justice sociale, la démocratie et l'environnement.

### ELLES SONT DIVERSIFIÉES, DISTINCTES ET INDÉPENDANTES

Les OSC sont des acteurs du développement diversifiés, distincts et indépendants. Il peut s'agir de groupes communautaires, d'organisations non gouvernementales (ONG), d'organismes de bienfaisance, de syndicats, de groupes autochtones, de groupes de défense des droits des femmes, d'organismes confessionnels, d'associations professionnelles et de fondations.

### ELLES SONT DES PARTENAIRES ET DES CATALYSEURS DE CHANGEMENTS SOCIAUX

Les OSC canadiennes, de concert avec leurs partenaires, sont des catalyseurs de changement et collaborent au développement à long terme des populations pauvres et marginalisées, en plus d'intervenir lors de crises humanitaires.

## PRINCIPES DIRECTEURS POUR UN DÉVELOPPEMENT EFFICACE DES OSC

Innovation, efficacité et imputabilité sont les mots d'ordre des OSC qui œuvrent en coopération internationale. Leur travail est guidé par des principes communs pour l'efficacité du développement, aussi appelés « principes d'Istanbul » :

- Droits de la personne et justice sociale;
- Égalité des sexes et droits des femmes;
- Autonomisation des populations, participation et appropriation démocratiques;
- Viabilité environnementale;
- Transparence et reddition de comptes;
- Partenariats équitables et solidarité;
- Partage des connaissances et enseignement mutuel;
- Changement positif et durable.

## ELLES SE SOUCIENT DES GRANDS ENJEUX MONDIAUX

Pauvreté, inégalités, sécurité alimentaire, santé, éducation, démocratie, environnement : les OSC agissent sur les enjeux mondiaux les plus pressants de notre époque.

Les OSC canadiennes et leurs partenaires des pays en développement misent sur leur grande expérience et leur engagement soutenu pour lutter contre la pauvreté mondiale et promouvoir les droits de la personne. En collaboration avec les citoyens, les gouvernements et le secteur privé, elles cherchent des solutions novatrices et opèrent des changements concrets.

Sur fond de paix ou de conflit, dans le cadre d'un projet communautaire, d'une campagne de sensibilisation ou d'une action militante, l'approche des OSC est collaborative, inclusive, volontaire, autonome, non partisane et non violente.

## ELLES SONT ENGAGÉES DEPUIS LONGTEMPS DANS LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

Depuis les années 1960, elles militent, mettent en œuvre des projets et transmettent leurs connaissances et leur expertise en matière de coopération internationale et de développement efficace.

Les OSC ont contribué à de profondes transformations sociales. Parmi celles-ci, notons :

- les mouvements de solidarité pour renverser les dictatures d'Amérique latine dans les années 1980;
- la convention internationale sur l'interdiction des mines antipersonnel;
- l'abolition de l'apartheid en Afrique du Sud;
- les progrès dans le désinvestissement des diamants issus de conflits, dans le cadre du Processus de Kimberley;
- l'annulation de la dette écrasante des nations les plus pauvres;
- les progrès en matière d'égalité des sexes et de droits des femmes;
- la promotion du commerce équitable et de ses produits.

## ELLES MOBILISENT LES CANADIENS AUTOUR D'ENJEUX MONDIAUX

Les OSC canadiennes sont à l'avant-scène des programmes d'engagement du public au pays. Elles informent et sensibilisent les Canadiens, qu'elles mobilisent autour de nombreux enjeux mondiaux. Elles leur offrent des possibilités d'action collective, leur donnent l'occasion de se familiariser avec les conditions de vie dans les pays en développement, et aident les citoyens du Nord et du Sud à se concerter pour lutter contre la pauvreté, les inégalités et l'injustice.

### RENSEIGNEMENTS

[Q & R : Les organisations de la société civile changent des vies pour le mieux](#)

[Faits et chiffres : Les organisations de la société civile changent des vies pour le mieux](#)

[Fiche d'information : Les organisations de la société civile, la reddition de comptes et la transparence](#)





## LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE, LA REDDITION DE COMPTES ET LA TRANSPARENCE

### ENGAGEMENT ET RESPONSABILITÉ

Les OSC canadiennes des secteurs de la coopération internationale et de l'aide humanitaire ont une longue tradition de transparence et de reddition de comptes.

C'est à la fois un engagement et une responsabilité. Les OSC canadiennes s'engagent à assurer la transparence de leurs activités, à rendre des comptes, et à exiger des gouvernements et du secteur privé qu'ils en fassent autant. La transparence et la reddition de comptes font écho à leurs valeurs de justice sociale, d'égalité et de démocratie.

### COLLABORATION ET CLARTÉ DU MANDAT

La clé de la responsabilisation, c'est la clarté du mandat.

Pour assurer l'efficacité de leurs initiatives de développement, les OSC, en collaboration avec leurs partenaires du Sud, définissent clairement leurs projets et objectifs avant de se lancer.

La Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle du Canada va droit au but : l'aide internationale canadienne sert à combattre la pauvreté dans le respect des droits de la personne, tout en tenant compte du point de vue des populations démunies.

### RENDRE DES COMPTES : UN DEVOIR MUTUEL ET MULTIPLE

La responsabilité mutuelle de rendre des comptes est depuis longtemps l'un des principes fondamentaux des OSC.

Leur engagement en matière de transparence et de reddition de comptes ne s'arrête pas au fait de rendre publics des états financiers vérifiés : les OSC prennent aussi en considération le point de vue de leurs partenaires et des gens pauvres ou marginalisés, leur donnant voix au chapitre et cherchant à satisfaire leurs besoins et leurs aspirations.

Les OSC rendent des comptes à divers intervenants, dont leurs partenaires du Sud, leurs donateurs, leurs conseils, leurs membres, leur personnel et la population canadienne.



## COMMUNICATION OUVERTE ET RENSEIGNEMENTS FIABLES

Les OSC font preuve de transparence en communiquant ouvertement et en temps voulu des renseignements exacts et complets à leurs partenaires, donateurs et homologues ainsi qu'à la population en général.

Elles rendent régulièrement et rigoureusement publique toute l'information pertinente se rapportant à leurs finances, activités, buts, programmes et résultats, ainsi qu'à leur efficacité et à leur gestion. Le libre accès du public aux politiques et aux documents, qui comprennent des rapports financiers vérifiés, des rapports annuels et des évaluations, est essentiel à la transparence et la reddition de comptes.

La transparence et la reddition de comptes, c'est aussi créer des processus et des outils qui rendent compte des rétroactions et des apprentissages de l'ensemble des intervenants d'un projet, et c'est veiller à ce que chaque voix soit entendue et prise en compte.

Les OSC mènent leurs activités avec intégrité; c'est pourquoi elles assurent la confidentialité de tout renseignement susceptible de mettre une entité partenaire en danger, ce qui est d'autant plus vital dans des pays où règne un régime répressif et où la société civile affronte de sérieux obstacles à la communication ouverte.

## RESPECT DES NORMES ÉTHIQUES LES PLUS RIGOREUSES

En plus de faire rigoureusement état de leurs finances et des résultats de leurs activités, les OSC visent les normes les plus élevées en matière de transparence et de reddition de comptes. C'est pourquoi elles s'assujettissent à des cadres de responsabilisation et d'éthique canadiens et internationaux.

Habituellement, les OSC canadiennes œuvrant dans les secteurs de la coopération internationale pour le développement et de l'aide humanitaire adhèrent à un ou plusieurs de ces codes ou mécanismes canadiens et internationaux :

- les Principes d'Istanbul pour l'efficacité du développement des OSC;
- le Code d'éthique et normes de fonctionnement du Conseil canadien pour la coopération internationale;
- le Programme de normes d'Imagine Canada;
- la charte sur l'obligation de rendre des comptes pour les ONGI;

- Le code de conduite pour le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et pour les ONG lors des opérations de secours en cas de catastrophes;
- le Code de bonne pratique de People In Aid;
- le Code canadien du bénévolat de Bénévoles Canada;
- le Code de déontologie de l'Association des professionnels en philanthropie;
- l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide.

Les organisations qui suivent ces lignes directrices et codes de conduite ont un souci commun de mener leurs activités d'une manière hautement éthique et transparente, et de rendre des comptes à leurs partenaires, à leurs donateurs et aux autres intervenants, au Canada comme à l'étranger.

## LA TRANSPARENCE ET LA REDDITION DE COMPTES : LA CLÉ D'UNE Saine GESTION PUBLIQUE

La reddition de comptes et la transparence sont cruciales pour une saine gestion publique, et ce, à de nombreux égards :

- Une relation solide et dynamique entre une société civile organisée et avertie et les institutions qui ont la responsabilité de gouverner fait partie intégrante d'une démocratie efficace.
- Pour que la coopération internationale pour le développement soit réellement efficace, il faut que les OSC soient transparentes et rendent des comptes.

### RENSEIGNEMENTS

[Faits et chiffres : Les organisations de la société civile changent des vies](#)

[Fiche d'information : Les organisations de la société changent des vies](#)

[Q & R : Les organisations de la société civile changent des vies](#)





Photo: Ivan Petrov, CCIC

## LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LE PLAIDOYER

### LE PLAIDOYER : POURQUOI?

Les OSC ont le droit, mais surtout le devoir de soutenir diverses causes.

Les OSC du secteur de la coopération internationale plaident fréquemment en faveur des plus démunis et marginalisés, à qui elles joignent leur voix.

Fortes de leurs expertises variées et de ce qu'elles apprennent et voient sur le terrain, les OSC sont bien placées pour guider les activités d'engagement du public et les initiatives visant les politiques publiques.

### LE PLAIDOYER : POUR QUOI?

Dans l'histoire du pays, les OSC ont toujours joué un rôle prépondérant dans la promotion de la justice sociale, économique et environnementale.

Ces 40 dernières années, les OSC canadiennes du secteur de la coopération internationale sont allées au front pour diverses causes :

- l'abolition de l'apartheid;
- l'interdiction des mines antipersonnel;
- l'annulation de la dette écrasante des nations les plus pauvres;
- le commerce équitable;
- l'adoption de l'initiative du G8 consacrée à la santé maternelle, néonatale et infantile;
- la proposition de principes pour rendre l'aide étrangère plus efficace;

- la lutte contre les effets des changements climatiques et des crises environnementales sur les populations pauvres des pays en développement;
- la promotion d'une loi canadienne qui exigerait de toutes les activités d'aide au développement qu'elles soient axées sur les droits de la personne et l'éradication de la pauvreté.

### LE PLAIDOYER : COMMENT?

Les OSC collaborent avec des partenaires, des réseaux et des coalitions afin de présenter à la population et aux décideurs des solutions concertées à de grands enjeux sociaux et environnementaux.

Les OSC militent pour des changements bénéfiques dans de nombreux secteurs.

Par exemple, elles participent à des campagnes de mobilisation et de sensibilisation de la population; entretiennent un dialogue sur les politiques avec les gouvernements et le secteur privé; interviennent dans les médias de masse et les réseaux sociaux; signent des pétitions; se joignent à des manifestations; rédigent des lettres; promeuvent de la recherche; et présentent des mémoires à l'intention de la population, des parlementaires et d'autres agents de l'État.

Dans une démocratie saine, les OSC ont une voix au chapitre dans le débat sur les politiques, et tous les ordres de gouvernement les encouragent à jouer leur rôle.

### RENSEIGNEMENTS

[Fiche d'information : La réglementation du plaidoyer pour les organismes de bienfaisance canadiens](#)





## LA RÉGLEMENTATION DES ACTIVITÉS DE PLAIDOYER ET POLITIQUES DES ORGANISMES DE BIENFAISANCE CANADIENS

### LE STATUT D'ORGANISME CARITATIF

Au Canada, beaucoup d'organisations de la société civile du secteur de la coopération internationale ont le statut d'organisme caritatif (aussi dit « de bienfaisance »). Ce statut les autorise à délivrer des reçus à des fins fiscales à leurs généreux donateurs. Toutefois, la portée et la nature des activités politiques qu'elles entreprennent doivent respecter les règles définies par l'ARC et la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

### DÉFINIR LE PLAIDOYER

Le plaidoyer fait partie intégrante des activités des organismes de bienfaisance. L'ARC la définit comme un « appui manifeste accordé à une cause ou à un point de vue particulier ».

Peuvent être considérées comme étant « de bienfaisance » les activités d'un organisme caritatif qui contribuent à l'atteinte de son mandat. Celui-ci est précisé dans le document constitutif de l'entité en question.

En vertu des lois canadiennes, les activités politiques des organismes de bienfaisance sont sujettes à des restrictions.

### LES ACTIVITÉS POLITIQUES

L'ARC entend par « activité politique » un appel à l'action politique – par exemple, un organisme de bienfaisance qui inciterait les citoyens à communiquer avec un représentant élu en vue de défendre une position à l'égard d'une loi ou d'une politique.

Les organismes de bienfaisance sont tenus par l'ARC de consacrer au moins 90 % de leurs ressources à des fins caritatives (y compris les activités plaidoyer de bienfaisance – voir plus bas) plutôt que politiques.

Selon la définition de l'ARC, l'plaidoyer n'est pas forcément politique. Par exemple, faire la promotion des produits équitables dans le but de soutenir les petits agriculteurs des pays du Sud est un exemple d'plaidoyer qui n'est pas politique.

À l'opposé, mobiliser la population pour qu'elle exhorte ses représentants élus à instaurer des politiques gouvernementales favorisant le commerce équitable est considéré comme une activité politique. Là encore, il peut s'agir en même temps d'une activité de bienfaisance si elle s'inscrit dans le mandat de l'entité.



## LES ACTIVITÉS PROSCRITES

Au Canada, un organisme de bienfaisance n'a pas le droit de s'engager dans des activités partisans, comme appuyer un parti ou un candidat, ou insister sur les prises de position antérieures de tel représentant élu ou parti politique.

Cependant, il n'est pas interdit de promouvoir une politique que prône également un parti ou un élu donné; en fait, les partis s'inspirent souvent de politiques mises de l'avant par des organismes de bienfaisance. Toutefois, un organisme de bienfaisance doit s'abstenir d'appuyer directement ou indirectement un parti ou un candidat. De plus, il ne peut fournir de ressources (fonds ou dons en nature) à quelque parti que ce soit.

## LA RÈGLE DES 10 %

Une fois que l'organisme de bienfaisance a déterminé qu'il mène des activités politiques permises, il doit faire le suivi des ressources qu'il y consacre.

En effet, il a le droit de mener des activités politiques tant que presque toutes ses ressources servent des fins charitables. C'est une règle fondamentale qui est parfois appelée « règle des 10 % », car selon l'interprétation de l'ARC, les organismes de bienfaisance peuvent consacrer un maximum de 10 % de leurs ressources à des activités politiques, au Canada comme à l'étranger.

Ainsi, une activité militante qui se traduirait par un appel à l'action politique serait visée par cette règle (ex. : demander aux sympathisants d'écrire à leur député pour qu'il exhorte le gouvernement canadien à respecter son engagement de vouer 0,7 % du RNB à l'aide au développement).

## LA COMMUNICATION ET LES CAMPAGNES

Dans le cadre de leurs activités de plaidoyer, les organismes de bienfaisance peuvent mener des campagnes de sensibilisation pour aider la population à prendre des décisions éclairées à leur sujet. Si une campagne comprend un appel à l'action politique, elle sera toutefois comptabilisée dans les 10 %.

Les règles de l'ARC stipulent que toute activité politique doit se fonder sur une prise de position raisonnée et éclairée.

Aussi, bien que le contenu du matériel de la campagne puisse avoir une certaine charge émotive, il ne peut faire principalement appel aux émotions.

Un organisme de bienfaisance a le droit de communiquer avec des représentants élus ou des hauts fonctionnaires à propos d'un enjeu lié à son mandat. Dans la plupart des cas, cela constituera une activité de bienfaisance.

Il s'agit aussi d'une activité politique acceptable si un organisme de bienfaisance indique sur son site Web ou dans les médias (traditionnels ou sociaux) son intention d'exhorter un représentant élu ou un haut fonctionnaire à maintenir, contester ou modifier une loi, politique ou décision de tout ordre de gouvernement, au Canada comme à l'étranger.

L'organisme peut également rendre public le texte intégral d'un exposé de position soumis à un élu ou à un haut fonctionnaire.

Bref, tant qu'un organisme de bienfaisance respecte la règle des 10 %, que ses activités politiques sont non partisans et qu'elles correspondent à son mandat, il peut présenter sa position à des représentants élus ou à des hauts fonctionnaires ainsi que revendiquer des lois, politiques ou décisions auprès de tout ordre de gouvernement, ici comme ailleurs.

## EN SAVOIR PLUS

Agence du revenu du Canada. « Énoncé de politique CPS-022, Activités politiques », 2003. <http://www.cra-arc.gc.ca/chrts-gvng/chrts/plcy/cps/cps-022-fra.html#politique>.

Agence du revenu du Canada. « Segment 2 : Quatre types d'activités politiques et les activités de bienfaisance par rapport aux activités politiques », webinaire à l'intention des organismes de bienfaisance, <http://www.cra-arc.gc.ca/vdglly/chrts-gvng/pltcctvts-fra.html?clp=chrts-gvng/pltcctvts-02-fra&fmt=mp4>.

Agence du revenu du Canada. « Segment 1 : Message clé, les organismes de bienfaisance doivent être non partisans », webinaire à l'intention des organismes de bienfaisance, <http://www.cra-arc.gc.ca/vdglly/chrts-gvng/pltcctvts-fra.html?clp=chrts-gvng/pltcctvts-02-fra&fmt=mp4>.

Agence du revenu du Canada. « Outil d'autoévaluation des activités politiques », <http://www.cra-arc.gc.ca/chrts-gvng/chrts/cmmnctn/pltccl-ctvts/slf-ssmnt-tl-fra.html>.

[Lien vers la fiche d'information et la Q & R sur les activités plaidoyer.](#)





## LES DROITS DES FEMMES ET L'ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES

Lorsque les droits des femmes sont respectés et défendus, tout le monde y gagne. Qu'il soit question de production alimentaire et de nutrition, d'adaptation aux changements climatiques ou de lutte contre la pauvreté et les inégalités, l'autonomisation des femmes doit occuper une place centrale. Or, les organisations de la société civile canadienne sont aguerries à ce combat.

### POURQUOI DÉFENDRE LA CAUSE DES FEMMES ET DES FILLES?

Les femmes sont des meneuses et des agentes du changement. Plusieurs décennies d'expérience en coopération internationale nous ont démontré encore et encore que lorsqu'on mise sur les femmes et les filles, c'est toute la collectivité qui en ressort gagnante.

Lorsque les femmes se voient confier une plus grande part des revenus, la nutrition infantile, la santé et l'éducation s'améliorent. Dans les pays en développement, les femmes produisent entre 60 % et 80 % de la nourriture, et les études indiquent que si elles bénéficiaient du même accès que les hommes aux terres, au financement et au matériel, notamment, la production alimentaire augmenterait exponentiellement.

Les femmes peuvent – et font – bouger les choses. Mais il faut qu'elles aient accès à des emplois décents à un salaire décent, et que leur travail non rémunéré soit reconnu. Il faut que les services sociaux, notamment les soins de santé et les soins aux enfants, soient étendus pour qu'elles puissent s'occuper de leur famille sans sacrifier leur sécurité économique et leur indépendance. Il faut que les gouvernements respectent leurs droits afin qu'elles puissent vivre à l'abri de la violence, aller à l'école et prendre part aux décisions qui les touchent.

Mais entendons-nous bien : les organisations de la société civile défendent la cause des femmes et des filles parce que c'est la chose juste à faire. Leurs droits sont des droits fondamentaux. L'égalité des sexes est un droit, et non un simple moyen de parvenir à une fin (la croissance économique).

### L'INÉGALITÉ ENTRE LES SEXES, L'UNE DES PRINCIPALES CAUSES DE PAUVRETÉ

Si vous êtes une femme ou une fille, vous êtes plus à risque d'être pauvre. L'inégalité entre les sexes empêche les femmes de contribuer pleinement à la vie sociale, politique et économique et d'en infléchir le cours. Elle est l'une des principales causes de pauvreté dans le monde.

Globalement, la discrimination et les inégalités fondées sur le sexe constituent une violation massive des droits de la personne :

- Les femmes comptent pour près des deux tiers des 1,2 milliard de personnes vivant en ce moment dans une extrême pauvreté.
- Des millions de filles n'ont pas le droit d'aller à l'école.
- Chaque année, 10 millions d'entre elles sont mariées de force.
- À l'échelle mondiale, les femmes n'occupent que 16 % des sièges gouvernementaux.

### LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES ET AUX FILLES

La violence empêche les femmes et les filles de se sortir de la misère en limitant leur accès à l'éducation et à des emplois rémunérés, et leur participation à la vie publique. On estime qu'une femme sur trois sera victime de violence

physique ou sexuelle. Partout dans le monde, la violence familiale est pour elles la principale cause de blessure, de mauvaise santé, de handicap et de décès.

### LES MALADIES ÉVITABLES

Chaque jour, environ 800 femmes meurent de causes évitables liées à la grossesse et à l'accouchement. Ces décès maternels ont lieu à 99 % dans des pays en développement. Les femmes ayant un accès limité aux services de santé sexuelle et génésique sont plus vulnérables aux maladies transmissibles sexuellement, notamment le VIH/sida, et à la mortalité maternelle.

### EN TEMPS DE CRISE

En temps de crise, les gens qui essaient tant bien que mal de se sortir de la pauvreté se voient souvent plongés dans une misère encore plus écrasante. Les plus durement touchés? Les femmes et les filles.

Celles-ci sont plus à risque de voir leur vie chamboulée par un désastre ou un conflit. Chaque année, ces bouleversements forcent 30 millions de personnes à fuir leur foyer. Les femmes et les enfants comptent pour plus de 75 % des réfugiés de catastrophes naturelles.

### UNE DOUBLE CHARGE DE TRAVAIL

Les femmes abattent les deux tiers du travail dans le monde, mais ne touchent qu'un dixième du total des revenus. Pour l'essentiel, ce sont elles qui veillent au soin de leur famille; elles s'occupent des enfants, des personnes âgées, des malades et des infirmes. Cette double charge de travail contribue aux inégalités entre travailleurs rémunérés, et explique en bonne partie pourquoi la pauvreté frappe les femmes de manière disproportionnée.

### INÉGALITÉS ENTRE LES SEXES : DES SIGNES D'UN DÉVELOPPEMENT EFFICACE

On note des signes évidents de progrès. Le taux de mortalité maternelle a chuté de 45 % entre 1990 et 2013. Dans les régions en développement, 90 % des enfants reçoivent maintenant une éducation primaire. L'écart d'inscription à l'école entre les garçons et les filles diminue. Les femmes et les filles sont désormais largement reconnues comme un moteur inestimable de développement.

Un développement efficace passe par l'éradication de la discrimination sexiste. Il faut donc reconnaître que les femmes sont des actrices du développement et de la démocratie, et les soutenir dans leurs rôles de meneuses, d'innovatrices, d'éducatrices, de travailleuses, de rassembleuses et de décideuses.

Lorsque les femmes peuvent exercer librement leurs droits, elles peuvent transformer leur famille, leur collectivité, voire toute une culture.

### L'AVENIR RÉSIDE DANS L'ÉGALITÉ DES SEXES

Chaque jour, les femmes des pays en développement font preuve d'une débrouillardise et d'une ingéniosité remarquables pour nourrir leur famille tout en composant avec les changements climatiques, les conflits et les crises humanitaires.

L'obligation d'éliminer la discrimination contre les femmes est un volet essentiel du concept universel des droits de la personne. La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et le Programme 2030 viennent renforcer l'engagement à défendre les droits des femmes en fournissant un cadre d'action pour atteindre l'égalité des sexes.

Les regroupements de femmes et les femmes en position d'autorité sont des moteurs essentiels de changements sociaux partout sur la planète. Il faut qu'elles puissent être actives dans leur collectivité, et participer à la planification et à la prise de décisions à l'échelle nationale et planétaire.

Lorsqu'elles ont leur place parmi les décideurs, une voix au chapitre de la planification et des politiques et un accès à l'éducation et aux ressources, les femmes sont le ciment de communautés plus solides et résilientes. La promotion de leurs droits et de l'égalité des sexes doit être une priorité qui infléchit explicitement les politiques et les programmes à tous les niveaux.

La plupart des grandes avancées internationales au chapitre de la condition féminine sont attribuables à des groupes de femmes qui se sont fait entendre et qui ont transformé leur lutte en force politique. Les associations de femmes peuvent demander des comptes aux gouvernements quant à l'application des lois et des politiques, ainsi que faire évoluer les attitudes, les comportements et les croyances sexistes.

#### RENSEIGNEMENTS

[Faits et chiffres : Les droits des femmes et l'égalité des sexes](#)

[Q & R : Les droits des femmes et l'égalité des sexes](#)





Photo: Ivan Petrov, CCIC

## LA COOPÉRATION INTERNATIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT ET L'AIDE HUMANITAIRE

La coopération internationale pour le développement et l'aide humanitaire sont complémentaires – elles peuvent même être vues comme formant un continuum. Une aide humanitaire efficace en temps de crise devrait paver la voie à un développement efficace.

### LA COOPÉRATION INTERNATIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT AMÈNE UN CHANGEMENT DURABLE

La coopération internationale pour le développement est un vaste concept qui touche le développement humain à l'échelle planétaire.

Une coopération internationale pour le développement efficace s'attaque aux problèmes systémiques. Elle favorise la résilience et l'autonomie. Elle place les droits des femmes et de la personne, l'environnement et la lutte contre les inégalités et la pauvreté au cœur des initiatives.

Lorsque les gens peuvent faire valoir leurs droits fondamentaux, ils peuvent se sortir de la pauvreté, apporter des changements durables et mieux résister aux épreuves.

Il faut voir comme un tout l'aide humanitaire d'urgence et le développement si nous voulons aider les gens à survivre aux catastrophes, puis à retrouver leur dignité et leur autonomie.

### LES CRISES HUMANITAIRES

Selon la [Coalition humanitaire](#), « [u]ne urgence humanitaire est un événement, ou une série d'événements, qui constitue une menace sérieuse à la santé, la sécurité ou le bien-être d'une communauté ou d'un groupe de personnes, sur une zone étendue ».

### LES CRISES HUMANITAIRES PEUVENT ÊTRE CLASSIFIÉES SELON LES CATÉGORIES SUIVANTES :

- Catastrophes naturelles, qui peuvent être géophysiques (tremblements de terre, tsunamis et éruptions volcaniques), hydrologiques (inondations, avalanches), climatologiques (sécheresses), météorologiques (tempêtes, cyclones) ou biologiques (épidémies, pestes).
- Catastrophes créées par l'homme telles que les conflits armés, les accidents d'avion ou de train et les incendies.
- Cas complexes qui sont souvent une combinaison de facteurs naturels et humains, par exemple l'insécurité alimentaire, les conflits armés et les populations déplacées.

### L'AIDE HUMANITAIRE

L'aide humanitaire vise à sauver des vies, à apaiser la souffrance, ainsi qu'à préserver et à protéger la dignité humaine en situation d'urgence et après celle-ci.



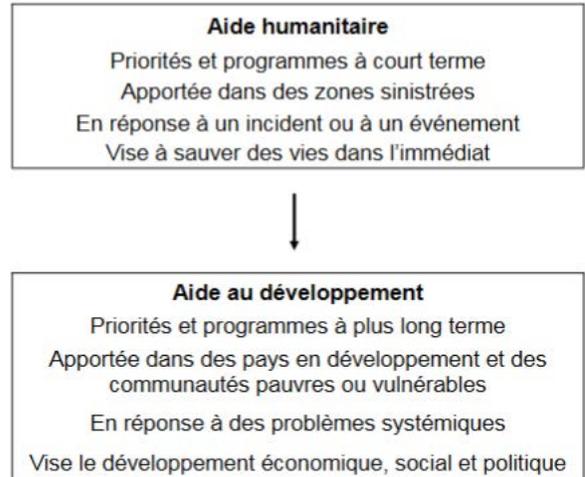
## L'AIDE HUMANITAIRE COMBLE LES BESOINS EN TEMPS DE CRISE

En temps de crise – lorsqu’une catastrophe naturelle ou un conflit survient –, les gens ont urgemment besoin d’aide pour assurer leur survie : il leur faut notamment de la nourriture, de l’eau potable et un abri. Mais une fois la crise passée, leurs besoins changent.

Grâce à l’aide humanitaire, les sinistrés peuvent rebâtir leur vie, travailler de nouveau pour assurer leur subsistance, et planifier un avenir meilleur pour leur famille et leur collectivité.

Pour que la coopération internationale pour le développement soit efficace, il faut travailler en partenariat afin de s’attaquer aux causes profondes de la pauvreté et des inégalités. Comme dans le cas de l’aide humanitaire, il faut aussi travailler avec les individus et populations touchés en vue d’obtenir des résultats qui changeront leur vie.

Le diagramme ci-dessus provient de la [Coalition humanitaire](#).



Le diagramme ci-dessus provient de la [Coalition humanitaire](#).

### RENSEIGNEMENTS

Coalition humanitaire, « [Renforcer la résilience](#) »

Coalition humanitaire, « [L'aide humanitaire et l'aide au développement](#) »

[Principes d'Istanbul pour l'efficacité du développement](#)

[Q & R : La coopération internationale pour le développement et l'aide humanitaire](#)



# Q & R : LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE CHANGENT DES VIES POUR LE MIEUX

## QU'EST-CE QUE LA SOCIÉTÉ CIVILE?

Par société civile, on entend toutes les façons dont les citoyens s'engagent, de manière volontaire et sans but lucratif, à coopérer entre eux, à faire entendre leur voix et à nouer un dialogue avec les gouvernements et le secteur privé.

La société civile, c'est un espace distinct du secteur privé ou gouvernemental où les Canadiens de tous horizons peuvent devenir des citoyens du monde engagés. C'est le lieu où les citoyens se réunissent pour négocier avec l'État, les marchés et les institutions internationales, et où des gens aux intérêts variés se rassemblent pour dialoguer, débattre et se concerter.

## QU'EST-CE QU'UNE ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE (OSC)?

Acteurs dynamiques et essentiels de la vie démocratique à travers le monde, les OSC peuvent aussi bien être des groupes communautaires que des ONG, des OSBL, des syndicats, des groupes autochtones, des organismes de bienfaisance, des organismes confessionnels, des associations professionnelles ou des fondations.

## QUEL RÔLE LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE JOUENT-ELLES DANS LA COOPÉRATION INTERNATIONALE?

Les OSC canadiennes œuvrant en coopération internationale collaborent avec des partenaires variés au Canada et à l'étranger afin de promouvoir les droits de la personne, la démocratie et la justice sociale.

## QUELLE EST LEUR INFLUENCE?

Les OSC canadiennes sont indispensables à la réalisation de progrès sociaux. Elles montent au front pour la démocratie, les droits de la personne et la justice sociale, et veillent depuis longtemps à ce que les gouvernements et le secteur privé rendent des comptes sur diverses affaires d'importance capitale. Les OSC ont contribué à de profondes transformations sociales. Parmi celles-ci, notons :

- les mouvements de solidarité pour renverser les dictatures d'Amérique latine dans les années 1980;
- la convention internationale sur l'interdiction des mines antipersonnel;
- l'abolition de l'apartheid en Afrique du Sud;
- les progrès dans le dessaisissement des diamants de

sang au cours du Processus de Kimberley;

- l'annulation de la dette écrasante des nations les plus pauvres;
- les progrès en matière d'égalité des sexes et de droits des femmes;
- la promotion du commerce équitable et de ses produits.

Depuis longtemps, les OSC canadiennes fournissent de l'aide vitale aux gens touchés par des crises humanitaires et veillent à ce que les populations démunies et marginalisées aient accès à des services essentiels comme l'éducation, les soins de santé et l'accès à l'eau potable.

## COMMENT LES CANADIENS S'ENGAGENT-ILS AU SEIN DE LA SOCIÉTÉ CIVILE?

Les Canadiens participent à la société civile en tant qu'individus ainsi que par l'entremise des nombreuses OSC qui s'attaquent à divers enjeux touchant aux droits de la personne, à la justice sociale et à la démocratie. Cela peut se traduire par du bénévolat, de l'éducation publique, des campagnes de sensibilisation, des dons et la revendication de changements.

Les citoyens s'engagent dans des OSC – que ce soit à l'échelle locale, nationale ou internationale, au Canada ou dans le Sud – pour participer à un effort concerté, accroître leur influence, affermir leur voix et appuyer l'action collective en vue de changer les choses.

## COMMENT LES OSC CANADIENNES COMMUNIQUENT-ELLES AVEC LES CANADIENS?

Au Canada, les OSC sont à l'avant-scène des programmes d'engagement du public. Elles informent et sensibilisent les Canadiens à propos de nombreux enjeux mondiaux et de leurs choix individuels en tant que consommateurs. Elles leur offrent des possibilités d'action collective et leur donnent l'occasion de se familiariser avec les conditions de vie dans les pays en développement, en plus d'aider les citoyens du Nord et du Sud à collaborer à la lutte contre la pauvreté, et à la promotion de la justice sociale et des droits des femmes et de la personne.



## D'OÙ VIENT LE FINANCEMENT DES OSC? SONT-ELLES TRANSPARENTES ET RENDENT-ELLES DES COMPTES?

Les OSC financent leur travail au Canada et à l'étranger avec l'aide des Canadiens, de fondations, du secteur privé et des gouvernements.

Les OSC canadiennes du secteur de la coopération internationale s'engagent à assurer la transparence de leurs activités, à rendre des comptes, et à exiger des gouvernements et du secteur privé qu'ils en fassent autant. La transparence et la reddition de comptes font écho à leurs valeurs de justice sociale et d'égalité.

En plus de faire rigoureusement état des résultats de leur travail et de leurs finances, les OSC sont assujetties à des mécanismes canadiens et internationaux variés qui les rendent d'autant plus transparentes et responsables.

Les OSC canadiennes adhèrent à nombre de lignes directrices éthiques, par exemple :

[le Code d'éthique du Conseil canadien pour la coopération internationale;](#)

[le Programme de normes d'Imagine Canada;](#)

[Le code de conduite pour le Mouvement international de la Croix-Rouge et du CroissantRouge et pour les ONG lors des opérations de secours en cas de catastrophes;](#)

[le Code canadien du bénévolat de Bénévoles Canada;](#)

[le Code d'éthique relatif à la collecte de fonds et à la responsabilité financière d'Imagine Canada;](#)

[le Code de déontologie de l'Association des professionnels en philanthropie; les principes humanitaires.](#)

## POURQUOI SE SOUCIER DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET DE SES ORGANISATIONS D'ICI ET D'AILLEURS?

Que ce soit à l'échelle nationale ou au sein des institutions multilatérales, la « bonne gouvernance » nécessite une relation solide et dynamique entre une société civile organisée et avérée et les institutions qui ont la responsabilité de gouverner. La société civile et ses organisations sont essentielles à la construction de sociétés, d'économies et de démocraties dynamiques, inclusives et efficaces.

### RENSEIGNEMENTS

[Faits et chiffres : Les organisations de la société civile changent des vies pour le mieux](#)

[Fiche d'information : Les organisations de la société changent des vies pour le mieux](#)

[Fiche d'information : Les organisations de la société civile, la reddition de comptes et la transparence](#)



## Q & R : LES ACTIVITÉS DE PLAIDOYER

### LES OSC ONT-ELLES LE DROIT D'ENTREPRENDRE DES ACTIVITÉS DE PLAIDOYER?

Oui. L'atteinte du mandat des OSC passe régulièrement par l'plaidoyer. Cependant, les lois canadiennes limitent la portée et la nature des activités politiques que peuvent entreprendre les OSC ayant le statut d'organisme de bienfaisance. Les activités politiques sont une sous-catégorie de l'plaidoyer, ce qui signifie que l'plaidoyer n'est pas forcément politique.

Au Canada, beaucoup d'organisations de la société civile du secteur de la coopération internationale ont le statut d'organisme de bienfaisance. Ce statut les autorise à délivrer des reçus à des fins fiscales à leurs généreux donateurs. Toutefois, la portée et la nature des activités politiques qu'elles entreprennent doivent respecter les règles définies par l'ARC et la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

### POURQUOI LES OSC DU SECTEUR POSENT-ELLES DES ACTIONS DE PLAIDOYER?

Fortes de leurs expertises variées et de ce qu'elles apprennent et voient sur le terrain, les OSC sont bien placées pour guider les activités d'engagement du public et les initiatives visant les politiques publiques. Elles mènent ainsi des campagnes internationales pour la justice sociale, économique et environnementale.

Les OSC ont le droit et le devoir de soutenir diverses causes. Les OSC du secteur plaident fréquemment en faveur des plus démunis et marginalisés, à qui elles joignent leur voix.

### QUELLE EST LA DIFFÉRENCE ENTRE LE PLAIDOYER ET LES ACTIVITÉS POLITIQUES?

Pour remplir leur mission, les OSC militent pour des changements bénéfiques. Le plaidoyer consiste à défendre activement une cause, une recommandation, une idée ou une politique. Il s'agit donc d'un concept englobant, dans lequel s'inscrivent entre autres les activités politiques.

Le plaidoyer passe souvent par l'exposé d'une position sur un enjeu dans le but d'informer tant les individus que les organisations, les entreprises et les gouvernements.

L'ARC définit le plaidoyer comme un « appui manifeste accordé à une cause ou à un point de vue particulier ». C'est donc dire que, selon cette définition, le plaidoyer n'est pas forcément politique.

Par « activité politique », l'ARC entend un appel à l'action, tel qu'inciter la population à communiquer avec un représentant élu pour défendre la position de l'organisation à l'égard d'une loi ou d'une politique. En vertu des lois canadiennes, les activités politiques des organismes de bienfaisance sont sujettes à des restrictions.

### COMMENT L'ARC DÉFINIT-ELLE UNE ACTIVITÉ POLITIQUE?

Selon l'ARC, une activité est présumée politique si l'organisme :

- lance explicitement un appel à l'action politique (c.-à-d. qu'il incite le public à communiquer avec un représentant élu ou avec un haut fonctionnaire, en vue de l'exhorter à maintenir, à contester ou à modifier une loi, une politique ou des décisions de tout ordre de gouvernement);
- fait explicitement valoir au public qu'une loi, une politique ou une décision d'un ordre de gouvernement au Canada ou à l'étranger devrait être maintenue (si son abolition est envisagée), contestée ou modifiée;
- fait explicitement état dans le matériel qu'il diffuse (publiquement ou à l'interne) qu'une activité en question a pour but d'inciter ou d'organiser des pressions sur un représentant élu ou sur un haut fonctionnaire en vue de l'exhorter à maintenir, à contester ou à modifier une loi, une politique ou une décision d'un ordre de gouvernement au Canada ou à l'étranger.

### QUELLES FORMES D'ACTIVITÉS POLITIQUES SONT INTERDITES AUX OSC CANADIENNES QUI ONT LE STATUT D'ORGANISME DE BIENFAISANCE?

Toute activité politique partisane est strictement interdite. Une activité politique partisane est celle qui vise à appuyer, directement ou indirectement, un parti politique ou un candidat, ou à s'y opposer. De plus, il est interdit d'insister sur les prises de position antérieures de tel représentant élu ou parti politique.



## QUELS TYPES D'ACTIONS DE PLAIDOYER MENÉES PAR CES ORGANISATIONS ENTRENT DANS LA CATÉGORIE DES ACTIVITÉS CARITATIVES?

Voici ce que l'ARC a à dire sur le sujet :

« Lorsqu'un organisme de bienfaisance soumet, sur invitation ou non, un exposé de position à un représentant élu ou à un haut fonctionnaire, cette activité est considérée comme en étant une de bienfaisance. Même si cet organisme prône explicitement qu'une loi, une politique ou une décision de l'un ou de l'autre ordre de gouvernement au Canada ou à l'étranger devrait être maintenue, contestée ou modifiée [...] ».

## QUELLE PORTION DE SES ACTIVITÉS UNE OSC CANADIENNE AYANT LE STATUT D'ORGANISME CARITATIF PEUT-ELLE CONSACRER À L'ACTION POLITIQUE?

Selon la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada, un organisme caritatif (ou « œuvre de bienfaisance ») doit consacrer « la presque totalité » de ses ressources à des activités de bienfaisance; l'ARC a statué qu'on veut dire par là « 90 % ». Le mot ressources n'est pas défini dans la Loi, mais l'ARC tient pour acquis que ce terme comprend l'ensemble des actifs financiers de l'organisme ainsi que toutes les ressources auxquelles il recourt pour réaliser ses fins – il peut s'agir par exemple d'employés, de bénévoles et d'administrateurs ainsi que de locaux et d'équipement.

L'ARC a adopté la règle selon laquelle un organisme caritatif peut ainsi consacrer 10 % de ses ressources à des activités politiques. Toutefois, elle reconnaît que cette limite peut nuire aux organismes de taille modeste. C'est pourquoi ces derniers sont plutôt tenus de respecter les lignes directrices suivantes :

- Les organismes de bienfaisance enregistrés dont les recettes sont inférieures à 50 000 \$ peuvent consacrer jusqu'à 20 % de leurs ressources à des activités politiques dans l'année courante.
- Ceux dont les recettes se situent entre 50 000 \$ et 100 000 \$ peuvent y consacrer jusqu'à 15 % de leurs ressources.
- Ceux dont les recettes se situent entre 100 000 \$ et 200 000 \$ peuvent y consacrer jusqu'à 12 % de leurs ressources.

## QUELLES NORMES ENCADRENT LES CAMPAGNES DE SENSIBILISATION DU PUBLIC?

L'ARC permet aux organismes caritatifs de mener des campagnes de ce type, tant que :

- l'organisme n'établit aucun lien explicite entre son point de vue et un parti politique ou un candidat à une charge publique;
- l'enjeu de la campagne a un lien avec le mandat de l'organisme;
- ce dernier fonde son point de vue sur une position raisonnée;
- la sensibilisation ne devient pas l'activité principale de l'organisme.

## QUELLES RÈGLES S'APPLIQUENT AUX ORGANISMES DE BIENFAISANCE ENREGISTRÉS QUI MÈNENT DES ACTIVITÉS POLITIQUES À L'ÉTRANGER?

Le budget fédéral 2012 a marqué l'entrée en vigueur d'une nouvelle règle : si un organisme de bienfaisance fait un don à un donataire étranger reconnu dans le but de l'aider dans ses activités politiques, il doit le comptabiliser dans la part de ses ressources ayant servi à des fins politiques.

## LE GOUVERNEMENT DU CANADA RECONNAÎT-IL L'APPORT DES ORGANISMES DE BIENFAISANCE À L'ÉLABORATION DES POLITIQUES PUBLIQUES?

Oui. Par exemple, le budget fédéral 2012 du gouvernement du Canada déclarait que « compte tenu des points de vue et de l'expertise spécifiques des organismes de bienfaisance, la grande valeur de leur contribution à l'élaboration de la politique publique du Canada est largement reconnue ».



## Q & R : LES DROITS DES FEMMES ET L'ÉGALITÉ DES SEXES

### POURQUOI DEVRAIS-JE ME SOUCIER DE L'ÉGALITÉ DES SEXES ET DES DROITS DES FEMMES?

Lorsque les droits des femmes sont respectés et défendus, tout le monde y gagne. Qu'il soit question de production alimentaire et de nutrition, d'adaptation aux changements climatiques ou de lutte contre la pauvreté et les inégalités, l'autonomisation des femmes doit occuper une place centrale.

Si vous êtes une femme ou une fille, vous êtes plus à risque d'être pauvre. L'inégalité empêche les femmes de contribuer pleinement à la vie sociale, politique et économique et d'en infléchir le cours. Elle est l'une des principales causes de pauvreté dans le monde.

### QUE FAITES-VOUS POUR LES DROITS DES FEMMES AU CANADA?

Nombre d'organisations de la société civile établissent des liens entre les dimensions mondiales et locales des enjeux touchant aux droits des femmes. Par exemple, la campagne nationale [Place au débat](#) a lancé un appel fort à tous les chefs de parti pour qu'ils traitent de ces questions féminines à l'élection fédérale 2015.

### QUE PEUVENT FAIRE LES HOMMES POUR PROMOUVOIR LES DROITS DES FEMMES? POURQUOI DEVRAIENT-ILS S'EN SOUCIER?

Les hommes et les garçons font partie intégrante du mouvement pour le changement; ils manifestent leur solidarité, réclament l'égalité des sexes et militent pour les droits des femmes.

Les études montrent que lorsque les femmes se voient confier une plus grande part des revenus, la nutrition infantile, la santé, l'éducation et l'économie s'améliorent. Mais entendons-nous bien : nous défendons la cause des femmes et des filles parce que c'est la chose juste à faire. Leurs droits sont des droits fondamentaux.

### LES LOIS INTERNATIONALES DÉFENDENT-ELLES LES DROITS DES FEMMES?

L'obligation d'éliminer la discrimination contre les femmes est un volet essentiel du concept universel des droits de la personne. La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et le Programme 2030 viennent renforcer l'engagement à défendre les droits des femmes en fournissant un cadre d'action pour atteindre l'égalité des sexes.

### QUE FAIT LE CANADA POUR DÉFENDRE LES DROITS DES FEMMES?

Le Canada se pose depuis longtemps en champion de la cause des femmes et de l'égalité des sexes dans ses programmes de coopération internationale.

Le pays est à la tête de l'initiative du G8 pour réduire les décès de causes évitables et améliorer la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants dans les pays en développement. En outre, l'égalité des sexes est un thème transversal du programme de développement du gouvernement canadien.

### QUELLE PART DE L'AIDE CANADIENNE À LA COOPÉRATION INTERNATIONALE VA À L'AVANCEMENT DE L'ÉGALITÉ DES SEXES ET DES DROITS DES FEMMES?

Le Canada n'accorde actuellement que de 1 à 2 % de son budget d'aide à des programmes axés sur l'égalité des sexes et sur l'autonomisation des femmes, ce qui le place sous la moyenne des donateurs de l'OCDE.

Parmi ses grandes revendications, la campagne Place au débat réclamait une augmentation substantielle de ce pourcentage.

Le Canada a longtemps été un fer de lance de l'égalité des sexes sur la scène mondiale. Il devait cette réputation enviable à ses activités de défense des droits, à son appui aux associations de femmes à l'étranger et à son travail de pionnier en matière de politiques organisationnelles.



# Q & R : LA DÉVELOPPEMENT INTERNATIONALE ET L'AIDE HUMANITAIRE

## QU'EST-CE QUE L'AIDE HUMANITAIRE?

En temps de crise, l'aide humanitaire apporte un secours immédiat et vient répondre aux besoins vitaux des sinistrés : eau, mesures sanitaires, soins médicaux d'urgence, nourriture

## QU'EST-CE QUE LA DÉVELOPPEMENT INTERNATIONALE?

Une coopération internationale pour le développement efficace s'attaque aux problèmes systémiques. Elle favorise la résilience et l'autonomie tout en donnant une place centrale aux droits des femmes et de la personne, à l'environnement et à la lutte contre les inégalités et la pauvreté.

## EN QUOI LA DÉVELOPPEMENT INTERNATIONALE ET L'AIDE HUMANITAIRE SONT-ELLES COMPLÉMENTAIRES?

Il faut voir comme un tout l'aide humanitaire d'urgence et le développement si nous voulons aider les gens à survivre aux catastrophes, puis à retrouver leur dignité et leur autonomie.

Lorsqu'une catastrophe naturelle ou un conflit survient, les agences de développement internationale qui œuvrent dans les pays en développement se mobilisent pour offrir une aide vitale sur le terrain.

De leur côté, les organisations de développement internationale se coordonnent ensemble et avec les gouvernements pour assurer que cette aide parvient à ceux qui en ont besoin. Une fois la crise passée, elles continuent de s'affairer à trouver des solutions à long terme pour éradiquer la pauvreté et les inégalités dans les collectivités.

## QUELS SONT LES PRINCIPES DIRECTEURS DE L'AIDE HUMANITAIRE?

Le gouvernement canadien s'est engagé à répondre aux crises humanitaires en suivant [certains principes](#).

- Humanité : sauver des vies et soulager la souffrance
- Impartialité : les efforts doivent être mis en œuvre uniquement d'après les besoins, sans discrimination entre les populations ou au sein même d'une population touchée
- Neutralité : dans un conflit (armé ou non), l'aide humanitaire ne doit pas favoriser un côté ou l'autre
- Indépendance : les objectifs humanitaires doivent être indépendants des objectifs politiques, économiques ou militaires

## QUEL EST LE LIEN ENTRE L'AIDE HUMANITAIRE ET LA DÉVELOPPEMENT INTERNATIONALE?

[Plus de 90 %](#) des personnes touchées par des catastrophes naturelles – tremblements de terre, inondations, ouragans, glissements de terrain et éruptions volcaniques – vivent dans les pays en développement. La plupart de ces pays sont pauvres et très peuplés, et leur environnement s'est détérioré. Leurs habitants sont donc plus vulnérables aux catastrophes et moins aptes à s'en remettre.

### RENSEIGNEMENTS

[Fiche d'information : La coopération internationale pour le développement et l'aide humanitaire](#)



# EXEMPLES DE CHANGEMENTS ET DE RÉSULTATS

Excellents exemples du potentiel transformateur du développement, les trois récits qui suivent ont été rédigés par Carrefour international en suivant le gabarit de [l'outil de collecte de récit](#). Vous aussi, servez-vous-en pour raconter et diffuser vos réussites!





## PARLER HAUT ET FORT : L'ACCÈS À LA JUSTICE POUR TOUS ET TOUTES

Juliana Adesah, Olivia Adjekey et Vicencia Tetteh, accompagnée de sa petite, Bernice, assistent à une séance d'information de WiLDAF-Ghana, un organisme faisant la promotion du rôle des femmes dans les domaines de la justice et du développement en Afrique. Vicencia avait suivi la formation d'initiation aux notions juridiques qu'offrait WiLDAF durant sa grossesse, et l'expérience lui a tant été utile qu'elle a baptisé sa fille en l'honneur de la directrice générale de l'organisme, Bernice Sam.

---

« Avant la formation, le chef et les aînés de cette petite communauté n'acceptaient pas que les femmes achètent ou possèdent un lopin de terre, et encore moins si elles n'étaient pas mariées. Une femme célibataire ne pouvait être propriétaire sans qu'un homme l'endosse. Les aînés ne permettaient même pas qu'elles louent une chambre. Ce n'est pas correct. À la suite de la formation, nous avons compris que personne ne devrait empêcher les femmes d'accéder à la propriété foncière. » – Mary Kemavor, bénévole en initiation aux notions juridiques à Asuboi, au Ghana

---

### LA VIOLENCE FAMILIALE : UN PROBLÈME ENDÉMIQUE

La violence familiale est endémique au Ghana, où une femme sur trois est victime de violence physique. Malgré que l'adoption de la *Loi contre la violence familiale* en 2007 ait constitué une victoire historique, il est rapidement devenu évident que cette loi était mal comprise, en qu'en conséquence, elle n'était pas appliquée correctement.

### L'AUTONOMISATION DES COLLECTIVITÉS PAR LE DROIT

Avec le soutien de Carrefour international, WiLDAF travaille à ce que les lois visant à défendre les droits des femmes soient concrètement appliquées.

Grâce à un modèle exhaustif d'autonomisation par le droit, des Ghanéens sont formés aux aspects essentiels des lois, puis prennent bénévolement le relais : à leur tour, ils appuient



les membres de leur communauté en les instruisant sur les lois touchant la famille, l'égalité entre les sexes et les droits de la personne, ainsi qu'en les dotant du savoir et des compétences qu'il leur faut pour entamer des recours légaux et défendre leurs droits.

---

*« J'ai acquis des connaissances dont je ne me départirai jamais. Vous ne me croirez peut-être pas, mais dans ma communauté, on m'appelle le petit avocat. »* – David, bénévole en initiation aux notions juridiques

---

## DÉMOCRATISER L'INSTRUCTION JURIDIQUE ET L'ACCÈS À LA JUSTICE

L'adoption de la *Loi contre la violence familiale* en 2007 représente un pas en avant pour les droits des femmes au Ghana, mais pour que cette loi soit appliquée, il faut éduquer le gouvernement, les forces de l'ordre et le grand public au sujet des droits qu'elle défend.

Carrefour international et son partenaire, WiLDAF-Ghana, travaillent de concert à aider les femmes pour que celles-ci fassent entendre et respecter leurs droits, besoins et inquiétudes.

Le programme d'accès à la justice a été conçu pour protéger les femmes contre la violence fondée sur le sexe, accroître l'accès à la justice et aux services pour les victimes de violence familiale, et promouvoir les droits des femmes en général. Une version simplifiée de la *Loi contre la violence familiale* constitue la pierre angulaire de ce programme. Ce document vise à aider les Ghanéens à comprendre leurs droits et à accéder plus aisément au système judiciaire.

Avec le soutien de Carrefour international, des membres influents des collectivités sont formés comme bénévoles en initiation aux notions juridiques. À ce jour, 150 de ces bénévoles et plus de 140 membres de l'appareil judiciaire (policiers, avocats, juges, etc.) ont ainsi non seulement appris à utiliser la version simplifiée de la Loi, mais ont également reçu des formations sur la consultation, la médiation et la résolution de conflit afin de pouvoir aider les victimes d'abus.

Depuis 2008, les bénévoles en initiation aux notions juridiques ont pu rejoindre directement plus de 5 000 de leurs concitoyens pour les instruire sur les droits touchant la famille, l'égalité entre les sexes et les droits de la personne. Et ce sont plus de 15 000 personnes qu'ils ont pu sensibiliser indirectement par l'intermédiaire d'émissions de radio et d'événements publics ou institutionnels.

Par leurs encouragements et leur soutien, les bénévoles outillent les Ghanéens pour qu'ils soient en mesure

d'entamer des recours légaux ou de faire valoir leurs droits. Grâce à leurs efforts de sensibilisation, les femmes ont recouvré des terres dont elles auraient dû hériter, pris position contre les sévices sexuels et défié les coutumes illégales, comme le mariage des veuves à leurs beaux-frères.

Fort de sa visibilité croissante, WiLDAF a pu renforcer sa capacité à conscientiser les institutions gouvernementales et à exercer des pressions auprès d'elles pour ainsi devenir la principale conseillère du ministère de la Justice sur les questions de violence familiale et d'égalité entre les sexes.

---

*« J'ai été témoin d'un cas de violence familiale dans cette communauté. Grâce à ma formation, j'ai été capable de le dénoncer. Après le signalement, des actions furent entreprises. L'homme a été puni et il est ensuite parti. Nous avons réussi à changer l'attitude de la communauté par rapport à la violence familiale, et désormais, les gens savent que c'est mal de battre sa femme et que vous pourriez vous faire dénoncer à la police pour de tels actes. »* – Juliana Adesah, bénévole en initiation aux notions juridiques à Gorgiano, au Ghana

---

## LE PROGRAMME D'ACCÈS À LA JUSTICE PREND DE L'EXPANSION

Il est possible de doter les Ghanéens en milieu rural, qui ont difficilement accès à des recours juridiques ou judiciaires, de moyens de défendre eux-mêmes leurs droits en leur offrant un soutien et une formation juridiques.

Le programme d'accès à la justice sera étendu à davantage de districts du Ghana. Des projets pilotes sont aussi mis en place par les partenaires de Carrefour international au Swaziland et en Tanzanie.

## EN SAVOIR PLUS

[Carrefour international – WiLDAF](#)

[Carrefour international, « L'accès à la justice pour tous et toutes »](#)

[Rapport sur le développement humain 2013 – L'essor du Sud](#)

[The Ghanaian Times, « 60% Of Women Justify Wife-Beating—Survey Reveals »](#)

[WiLDAF et l'International Women's Day](#)



# Speaking Up and Speaking Out

## Problem



ONE in THREE women in Ghana experiences domestic violence



60% of Ghanaian women believe that it is justifiable for a man to beat his wife

## Domestic Violence Act



Big changes were expected when the Domestic Violence Act was passed in 2007.



But today many women remain unaware of their rights and uninformed of how to access justice.

## WiLDAF

Crossroads International in partnership with WiLDAF trains legal literacy volunteers to educate their community members about the Act.



WiLDAFs

**150**

volunteers have now reached over

**15,000**

community members





## ENTRAÎNER UN CHANGEMENT DURABLE

La coopérante volontaire de Carrefour Joni Ward, qui a organisé une mission commerciale de torréfacteurs de café canadiens en Bolivie, participe à la récolte du café

---

« Avant, nous n'avions que peu de revenus et tous les producteurs vendaient à un prix inférieur à celui désiré. Notre situation s'est améliorée maintenant que nous avons une coop (COAINE), car celle-ci gère directement l'exportation, ce qui évite aux producteurs d'avoir à déboursier les frais d'expédition à l'avance. » – Martin Condori, producteur de café de Muñecas, en Bolivie

---

### LE NERF DE LA GUERRE : L'ACCÈS AU MARCHÉ

Seul un petit nombre des producteurs de café de Bolivie peuvent se permettre d'exporter leur marchandise sur les marchés étrangers. Selon l'ONU, cette difficulté d'accès est un handicap majeur qui maintient la plupart des paysans boliviens sous le seuil de la pauvreté.

### L'ACCROISSEMENT DES COMPÉTENCES, DE LA PRODUCTION, DU REVENU ET DE L'AUTONOMIE

Carrefour international travaille en collaboration avec ses partenaires en Bolivie afin d'y éradiquer durablement les obstacles au développement. Ses initiatives visent à augmenter les capacités programmatiques et institutionnelles des partenaires pour favoriser la croissance des entreprises et l'investissement dans le développement des compétences, et par voie de conséquence, la productivité, le rendement et la sécurité alimentaire.

### LES PRÊTS ÉQUITABLES

En 2006, une bénévole de Carrefour international est venue aider un partenaire bolivien, le Fondo de credito solidario (FONCRESOL), à évaluer les besoins en capital de la chaîne de production du café ainsi que la faisabilité d'une nouvelle solution de financement pour caféiculteurs.



Un obstacle auquel se heurtent souvent les petits producteurs de café, c'est d'avoir à assumer d'avance les frais d'expédition. À la lumière de l'évaluation, un projet pilote de prêts à court terme a été mis à l'essai en 2010. Nommé *Crédito Justo* (ou prêt équitable), le produit visant à financer les petites coopératives de commerce équitable boliviennes s'est avéré un succès.

---

« *Mon but a toujours été d'acheter directement des producteurs, mais il était difficile d'établir un dialogue. Grâce à Carrefour international, le processus a pris de deux à trois ans de moins.* » – Deryl Reid, propriétaire de Green Bean Coffee Imports, au Manitoba

---

### LES MISSIONS COMMERCIALES

Une fois son programme de prêt établi, Carrefour international s'est affairée à ouvrir l'accès aux marchés. À son retour au Canada, la bénévole qui avait mené l'étude de faisabilité en collaboration avec le FONCRESOL a continué d'appuyer le projet en cherchant à établir des relations commerciales avec des microtorréfacteurs canadiens.

La coopérative de caféiculteurs boliviens COAINE a collaboré avec Carrefour international afin d'élaborer des missions commerciales Sud-Nord/Nord-Sud pour aider ses membres à pénétrer le marché canadien.

À la suite de la mission commerciale du président de la COAINE au Canada, plusieurs microtorréfacteurs du pays se sont rendus à leur tour en Bolivie pour y visiter les installations et y rencontrer les caféiculteurs de la coopérative et leurs familles chez eux et à leurs plantations.

Ces visites leur ont permis d'observer les procédés de lavage, de dépulpage, de fermentation et de séchage, ainsi que d'évaluer le goût et les arômes caractéristiques des grains de café. À la suite de cette première mission commerciale, une autre bénévole de Carrefour international a travaillé avec la COAINE à l'élaboration et à la signature du contrat régissant l'expédition de son tout premier conteneur de café au Canada.

Après quoi d'autres bénévoles ont accueilli deux autres groupes de torréfacteurs canadiens; ceux-ci ont acheté deux conteneurs supplémentaires, pour un total de 49 400 kg de grains de café. La vente de ces grains a profité directement à 140 membres de la coopérative et rejailli sur 400 familles. En outre, une « prime sociale » a été retranchée des recettes et réinvestie dans des projets communautaires dans la zone de production, qui s'étend aux alentours de Caranavi, en Bolivie.

### L'ACCÈS AU CRÉDIT FAVORISE L'ACCÈS AUX MARCHÉS

Carrefour international a appris que la capacité d'établir des ponts vers d'autres marchés est fonction de l'accès des producteurs à des produits financiers leur permettant d'expédier leur café à l'étranger.

---

« *Ce n'est peut-être qu'une goutte de café dans une immense cafetière, mais je sais que mon travail aura des incidences positives et durables en Bolivie et que mes efforts seront soutenus par d'autres bénévoles lorsque je serai de retour au Canada.* » – Joni Ward, carrefouriste en Bolivie (2012-2013)

---

### LA REPRODUCTION À GRANDE ÉCHELLE ET L'ACCENT SUR LES FEMMES

La réussite du programme a posé des assises, et Carrefour international compte maintenant en reproduire les innovations à plus grande échelle en vue de bonifier et démocratiser davantage les occasions de développement économique durable. L'organisation appuiera également de nouveaux services intégrés et initiatives durables ciblés, en mettant davantage l'accent sur les femmes. Ces initiatives viseront à améliorer les revenus, la sécurité alimentaire et l'accès à une formation et à une assistance technique de qualité, et à créer des emplois décents.



Un bénévole de Carrefour international visite des installations de transformation du café en Bolivie.

### EN SAVOIR PLUS

[Vancouver Sun](#), « *Making a Difference One Cup at a Time* »

[Carrefour international](#), « *Le goût du succès* »

[Carrefour international – Bolivie](#)

[Carrefour international – FONCRESOL](#)

[Green Bean Coffee Imports](#), « *Messages de la Bolivie* »

[Green Bean Coffee Imports](#)-Message from Bolivia



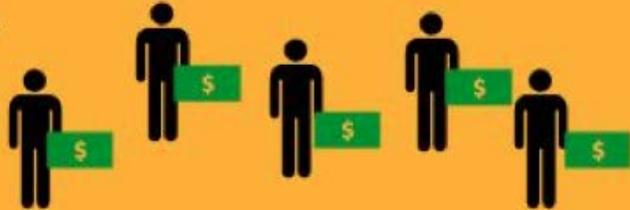
# Brewing Lasting Change

Through Crossroads partnerships in Bolivia:

Bolivian coffee producers now have access to

## Fair Loans

that enables them to cover international shipping costs



Almost  
**50,000 kg**  
in Fair Trade Bolivian coffee  
had been shipped to roasters  
throughout Canada

# 140

Bolivian coffee producers  
have gained access to  
international markets



# 400

Bolivian families have  
been impacted by the  
higher income as a  
result of access to  
foreign markets



This extra money is used to maintain and improve farming equipment, send children to school, access medical care, and improve the quality of life of these families.





## AMPLIFIER LEUR VOIX : CLUBS D'AUTONOMISATION DES FILLES AU SWAZILAND

Des filles donnent une représentation à l'occasion du lancement de leur club d'autonomisation.

---

« Puisque je travaille avec SWAGAA, je suis confrontée aux horribles histoires d'abus relayées chaque jour par les médias ainsi qu'à une infinité de problèmes de santé et de pauvreté qui affectent directement les jeunes filles. Tout cela peut sembler bien décourageant, mais une visite dans un club d'autonomisation pour filles me remonte le moral instantanément. Je les ai vues ensemble, chantant que le ciel est la seule limite à leurs rêves. Elles se surnomment "ma sœur" entre elles. Les clubs d'autonomisation pour filles ont confirmé que mon travail comme volontaire contribue à améliorer l'avenir des femmes de ce pays. » – Maureen Littlejohn, bénévole de Carrefour international au Swaziland (2012-2013)

---

### UN TAUX D'INFECTION AU VIH ÉLEVÉ

Le Swaziland a le plus haut taux de prévalence du VIH au monde : 26 % de la population est séropositive. L'épidémie frappe le plus durement les femmes, chez qui 60 % des nouveaux cas sont recensés. Un tiers d'entre elles ont été victimes de violences sexuelles pendant leur enfance. Qui plus est, la société swazie est hautement patriarcale et jusqu'à tout récemment, les femmes étaient considérées à presque tous les niveaux comme des mineures aux yeux de la loi.

### DES FILLES POUR S'ADRESSER AUX FILLES

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : déjà, 25 clubs ont permis de rejoindre 1 200 filles, et d'ici 2016, ce chiffre aura augmenté à 4 000. En bâtissant patiemment la confiance et le savoir des filles, on atteindra éventuellement une masse critique de filles éduquées au Swaziland, ce qui leur permettra de faire valoir leurs droits et de franchir un point de non-retour où les normes et les comportements, tant dans la sphère publique que privée, changeront.





Les membres d'un club expriment leur vécu en chanson.

Grandir n'est pas facile nulle part, mais en y ajoutant le stress associé à la menace de sévices sexuels et le plus fort taux de prévalence du VIH au monde, vous aurez un aperçu des défis auxquels les filles du Swaziland sont confrontées. Avant son dix-huitième anniversaire, une Swazie sur trois sera victime d'agression sexuelle.

Il existe un lien de causalité indéniable entre une très forte prévalence de VIH/SIDA parmi les femmes, la violence fondée sur le sexe, le manque de reconnaissance des droits des femmes, et l'inadéquation des services de soutien pour les victimes de violence.

Les clubs d'autonomisation répondent à ces dures réalités en procurant aux filles un espace sécuritaire où elles peuvent se rencontrer sur une base hebdomadaire afin de discuter et de participer à des activités animées par des enseignants et des mentors. C'est alors l'occasion d'aborder les droits de la personne, la reconnaissance et la dénonciation des abus ainsi que la sensibilisation au VIH/SIDA et à ses modes de transmission.

Les clubs d'autonomisation permettent aux filles d'exprimer leurs pensées et de développer le courage et la détermination dont elles ont besoin pour améliorer leur avenir et celui de leur communauté. En bref, les participantes savent qu'elles ont le pouvoir de changer leur monde.

Les activités des clubs sont diverses, mais elles visent toutes à armer les filles des compétences et de la confiance dont elles ont besoin pour mener une vie heureuse et saine. Par exemple, elles apprennent à reconnaître et à dénoncer les abus ainsi qu'à mieux comprendre comment se transmet le VIH/SIDA, et participent à des activités qui les encouragent à se voir comme des membres inestimables de la société méritant d'être traitées avec respect.

#### EN SAVOIR PLUS

##### [SWAGAA](#)

[Vancouver Sun](#), « [Making International Women's Day Matter: A Letter from Swaziland](#) »

[Tendons la main pour l'avenir des femmes](#)

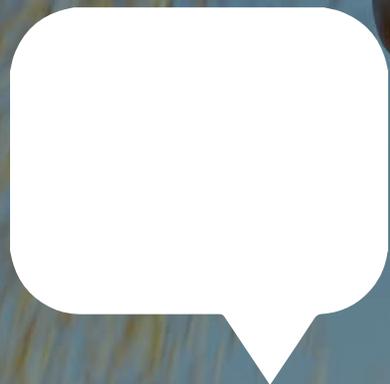
[Carrefour international](#), « [Promouvoir les droits des femmes](#) »





# RÉDIGEZ VOTRE PROPRE RÉCIT

Vous aussi pouvez raconter vos histoires de changement et de réussite – il suffit de suivre le gabarit ci-dessous.



# MODÈLE DE RÉDACTION DE RÉCIT

## PHOTO

(Insérer une photo de bonne qualité, accompagnée d'une légende et d'une mention de source.)

## TITRE/MANCHETTE (INCLURE TITRE COURT ET FRAPPANT)

**INTRODUCTION** (Trois phrases. Comprend un passe-partout pour votre série d'exemples de réussite. Total de 50 mots.)

### INTERTITRE : LE PROBLÈME (LE « POURQUOI »)

(Deux à trois phrases décrivant le problème/l'enjeu. Total de 40 mots.)

### INTERTITRE : LA SOLUTION (LE « COMMENT »)

(Deux à trois phrases expliquant la solution. Total de 40 mots.)

### INTERTITRE : LE RÉSULTAT

(Le corps du texte : trois à cinq paragraphes portant sur les résultats et les retombées du projet, de l'initiative ou de la campagne. Vous pouvez diviser vos idées au moyen de sous-titres. Total de 300 mots.)

Citation vedette d'un participant ou partenaire (La citation vedette est un extrait du texte que vous souhaitez mettre en valeur. Reprendre les propos d'un partenaire amplifiera sa portée et celle de son message.)

## PHOTO

(Insérer une photo du partenaire, accompagnée d'une légende et d'une mention de source.)

### INTERTITRE : LES LEÇONS TIRÉES

(Une à trois phrases. Total de 35 mots.)

### INTERTITRE : LA SUITE DES CHOSES

(Une à deux phrases. Total de 35 mots.)

## GRAPHIQUE

(Les graphiques sont un excellent moyen de présenter de l'information complexe.)

### INTERTITRE : EN SAVOIR PLUS

(Liens vers de l'information complémentaire. Total de 40 mots.)



# OUTIL DE COLLECTE D'EXEMPLES DE RÉUSSITE

## UN EXEMPLE PROVENANT DE CARREFOUR INTERNATIONAL

OUTIL DE COLLECTE DE RÉCIT	
COORDONNÉES DE LA SOURCE DU RÉCIT	
<p><b>Personne-ressource</b></p> <p>Liane Cerminara</p> <p><b>Organisation</b> Carrefour international</p>	<p><b>Adresse</b></p> <p>49, rue Bathurst, bureau 201, Toronto (Ontario) M5V 2P2</p> <p><b>Courriel</b> : liane@cintl.org</p> <p><b>Téléphone au travail</b> : 1 877 967-1611, poste 288</p> <p><b>Cellulaire</b> : S.O.</p>
SUJET DU RÉCIT	
Titre suggéré pour le récit	Changer les choses une tasse à la fois : assurer la viabilité à long terme des caféiculteurs de Bolivie.
<p><b>Sujet ou thèmes du récit</b></p> <p>Trouvez le thème que votre récit illustre le mieux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• droits de la personne et justice sociale;</li> <li>• égalité et équité entre les sexes, droits des femmes;</li> <li>• autonomisation des populations, participation et appropriation démocratiques;</li> <li>• viabilité environnementale;</li> <li>• transparence et reddition de comptes;</li> <li>• partenariats équitables et solidarité;</li> <li>• partage de connaissances et enseignement mutuel;</li> <li>• changement positif et durable.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Partenariats équitables et solidarité; partage de connaissances; changement positif et durable.</li> </ul>
CONTEXTE DU RÉCIT	
Théâtre du récit	Région de Caranavi, en Bolivie
Période	De 2006 à maintenant
<p><b>Nom de la personne/du participant vedette</b></p> <p>Qui est le protagoniste/personnage principal du récit?</p>	<p>Citations de la bénévole Joni Ward, du torréfacteur Derryl Reid et du caféiculteur Martin Condori, mais aucun d'eux n'est mis en vedette. Voir l'article lié du <i>Vancouver Sun</i>, qui relate l'expérience de M<sup>me</sup> Ward.</p>
Nom de l'organisation ou des organisations partenaires	Le FONCRESOL



<p><b>Objectif du projet, de l'initiative ou de la campagne</b></p> <p><b>Pourquoi l'avoir mené(e)?</b>          Quel était le changement que vos partenaires et vous souhaitiez opérer? Quelle était la mesure de votre réussite?</p>	<p>Les producteurs boliviens ont du mal à amasser les fonds nécessaires pour payer les coûts d'exportation initiaux de leur café. Leur manque d'accès à du capital compromet leur capacité à vendre les fèves et à en retirer une source de revenus stable. Le but était donc de les aider à obtenir ce capital, ainsi qu'à nouer des relations avec des importateurs étrangers qui achèteront leurs stocks.</p>
<p><b>Contexte du récit</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Quel problème ou enjeu ciblait votre projet ou initiative?</li> <li>• Pourquoi était-ce urgent ou important? (Mention des principaux éléments plaidoyer ou environnementaux)</li> <li>• Sur quelles forces vos partenaires et vous avez-vous misé?</li> <li>• Quels sont les obstacles que vous avez dû surmonter?</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La Bolivie est le pays le plus pauvre d'Amérique du Sud.</li> <li>• L'économie paysanne de la Bolivie dépend lourdement de l'agriculture, et pourtant, 75 % de la population rurale vit sous le seuil de la pauvreté.</li> <li>• Bien que plus de 22 000 familles boliviennes produisent du café, seule une portion infime d'entre elles arrive à le vendre sur des marchés internationaux, ceux-ci leur étant difficilement accessibles.</li> <li>• Selon l'ONU, cette difficulté d'accès est un handicap majeur qui maintient la plupart des paysans boliviens sous le seuil de la pauvreté.</li> <li>• Les caféiculteurs ont des obstacles de taille à franchir pour exporter leurs fèves : ils doivent notamment développer leurs capacités, tisser des liens avec les marchés et avoir accès au capital.</li> </ul>
<p><b>RÉSULTATS</b></p>	
<p><b>Réussites et résultats principaux</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Quels ont été les résultats et effets de votre projet, initiative ou campagne?</li> <li>• Quel a été le changement le plus profond? Vous pouvez étayer en donnant des nombres (ex. : vies sauvées, enfants scolarisés, emplois créés, gens mobilisés); en citant des partenaires ou des bénéficiaires; en évoquant des modifications aux lois ou aux politiques; ou en parlant d'une sensibilisation accrue ou d'une transformation dans les attitudes, croyances et valeurs.</li> <li>• Quel est le résultat qui vous a le plus surpris, vos partenaires et vous?</li> <li>• Soyez précis. Exprimez-vous dans un langage fort et concret, et employez des verbes d'action. Soyez créatifs dans l'utilisation des faits et nombres.</li> <li>• Créez un message clé succinct et accrocheur que le lecteur retiendra. Veillez à ce qu'il soit mémorable et facile à répéter. Évitez le jargon et les acronymes.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les recettes de l'achat de fèves par des microtorréfacteurs canadiens ont profité directement à 140 membres de la coopérative de caféiculteurs et rejailli sur 400 familles.</li> <li>• À la lumière de l'évaluation, par les bénévoles de Carrefour international, des besoins en capital et de la faisabilité du projet, le FONCRESOL a mis au point un nouveau produit de financement, un « prêt équitable » à court terme de 50 000 \$.</li> <li>• La stabilité financière offerte par la coopérative COAINE permet aux familles de ses membres de profiter de soins de santé, d'une éducation et d'autres services sociaux qui leur seraient autrement inaccessibles.</li> </ul>



<p>Citation(s) d'un participant, bénéficiaire ou partenaire</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Au moins une citation illustrant la réussite/les retombées de votre projet ou initiative dans les mots d'un participant, bénéficiaire ou partenaire. Si possible, agrémentez le tout d'une photo de la personne dont vous rapportez les propos.</li> </ul>	<p>« Avant, nous n'avions que peu de revenus et tous les producteurs vendaient à un prix inférieur à celui désiré. Notre situation s'est améliorée maintenant que nous avons une coop (COAINE), car celle-ci gère directement l'exportation, ce qui évite aux producteurs d'avoir à déboursier les frais d'expédition à l'avance. » – Martin Condori, caféiculteur de Muñecas, en Bolivie</p> <p>« Mon but a toujours été d'acheter directement des producteurs, mais il était difficile d'établir un dialogue. Grâce à Carrefour international, le processus a pris de deux à trois ans de moins. » – Deryl Reid, propriétaire de Green Bean Coffee Imports</p> <p>« Ce n'est peut-être qu'une goutte de café dans une immense cafetière, mais je sais que mon travail aura des incidences positives et durables en Bolivie et que mes efforts seront soutenus par d'autres bénévoles lorsque je serai de retour au Canada. » – Joni Ward, carrefouriste</p>
<p>Comment avez-vous obtenu ces résultats?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• (Ex. : en travaillant en partenariat; par la mobilisation du public en ligne et sur le terrain; grâce à l'innovation, à l'éducation, à la conscientisation, etc.) Devez-vous votre succès à une ou des tactiques en particulier?</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La création du prêt équitable par le FONCRESOL a permis aux producteurs d'obtenir du crédit plus facilement.</li> <li>• Carrefour international a noué des relations avec les caféiculteurs et des microtorréfacteurs canadiens, établissant du coup la communication entre acheteurs et vendeurs. Les producteurs ont ainsi été en mesure d'exporter leur café rapidement, efficacement et à juste prix.</li> <li>• Le juste prix que paient les torréfacteurs canadiens renforce la stabilité financière des membres de la coopérative et permet à leurs familles de profiter de soins de santé, d'une éducation et d'autres services sociaux qui leur seraient autrement inaccessibles.</li> </ul>
<p>Principale conclusion</p>	<p>Près de 50 000 kg de fèves de café provenant de la coopérative bolivienne ont été expédiés au Canada.</p>
<p><b>IMPLICATIONS DU RÉCIT</b></p>	
<p>Leçons tirées</p>	<p>Carrefour international a appris que la capacité d'établir des ponts vers d'autres marchés est fonction de l'accès des producteurs à des produits financiers favorisant l'expédition de leur café à l'étranger. Cette contrainte a été surmontée grâce à une solution qui est au cœur d'un programme intégré que Carrefour international a élaboré progressivement.</p>
<p>La suite des choses</p>	<p>La réussite du programme a posé des assises, et Carrefour international compte maintenant en reproduire les innovations à plus grande échelle en vue de bonifier et démocratiser davantage les occasions de développement économique durable. L'organisation appuiera également de nouveaux services intégrés et initiatives durables pour des bénéficiaires ciblés, en mettant davantage l'accent sur les femmes. Ces initiatives viseront à améliorer les revenus, la sécurité alimentaire et l'accès à une formation et à une assistance technique de qualité, et à créer des emplois décents.</p>

**INFORMATIONS DE PUBLICATION**

Date d'envoi du récit

15 août 2014



<p><b>Photo(s) envoyée(s)</b></p> <p>Le récit devrait s'accompagner d'au moins une photo.</p> <p>Assurez-vous que ces photos ne sont ni floues, ni en basse résolution. Si possible, ajoutez-en une du protagoniste de votre récit. N'oubliez pas les légendes.</p> <p>Ayez dans vos dossiers un formulaire signé de permission d'utilisation ou de renonciation aux droits.</p>	
<p><b>Vidéo(s) envoyée(s)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Cette vidéo est-elle sur YouTube? Fournissez un lien vers l'endroit où elle peut être visionnée et téléchargée.</li> </ul>	S. O.
<p><b>Autorisations</b></p> <p>Personne ou partenaire :</p> <p>Votre organisation :</p>	
<p>Logo de l'organisation ou du projet</p>	
<p>Autres supports visuels</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• (Ex. : graphiques, photos, etc.)</li> </ul>	
<p>Liens pour en savoir plus</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Titres et hyperliens vers de l'information complémentaire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <a href="#">Vancouver Sun, « Making a Difference One Cup at a Time »</a></li> <li>• <a href="#">Carrefour international, « Le goût du succès »</a></li> <li>• <a href="#">Carrefour international – Bolivie</a></li> <li>• <a href="#">Carrefour international – FONCRESOL</a></li> <li>• <a href="#">Green Bean Coffee Imports, « Messages de la Bolivie »</a></li> </ul>

En envoyant le présent formulaire, je permets au CCCI d'utiliser les renseignements qu'il contient afin de rédiger un récit illustrant les réussites de mon OSC, récit qui pourra être reproduit dans des présentations et des communications écrites ou en ligne, sous réserve d'un droit de regard préalable. J'atteste avoir vérifié les renseignements en question.



